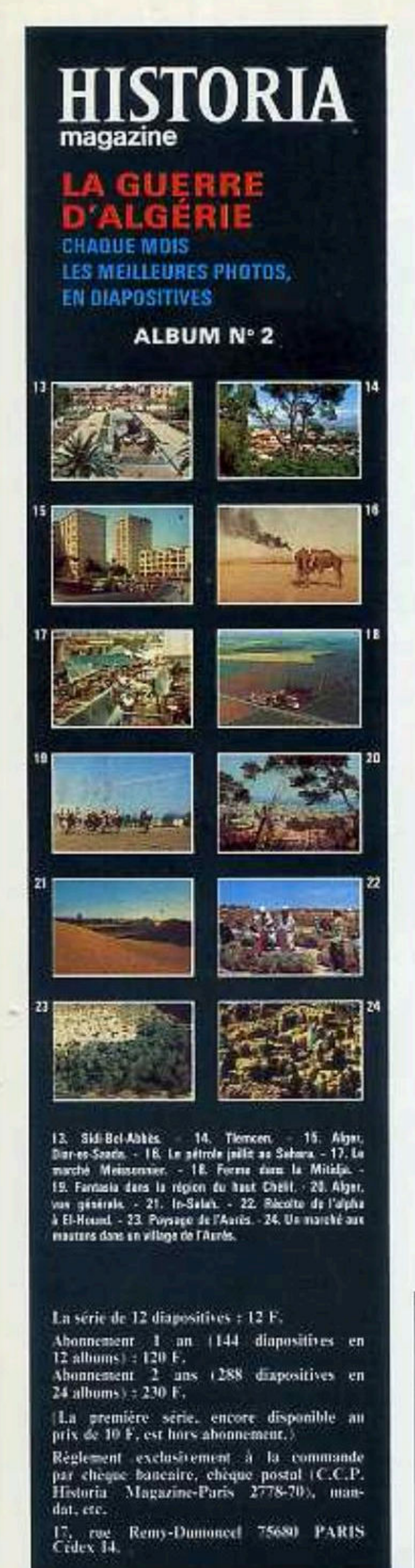


TERRORISME ET DISCOURS DE CONSTANTINE





RÉFÉRENDUM ET « PLAN DE CONSTANTINE »

Jean FONTUGNE

Le général de Gaulle profitera des deux mois de vacances, juillet et août 1958, pour assurer patiemment son autorité sans décisions spectaculaires, pour préparer l'opinion, en France et dans l'empire, au référendum fixé au mois de septembre.

En métropole et en Algérie, le succès de l'emprunt Pinay permet au président du Conseil de consolider sa popularité en prenant l'initiative d'annoncer de nombreuses mesures sociales et économiques longtemps attendues. Il fera preuve également d'une activité remarquable aussi bien sur le plan international, en recevant Dulles, Fanfani, puis, début septembre, Adenauer, que sur le plan national. Deux voyages en Algérie, une tournée triomphale en Afrique, préparant des mutations profondes, illustrent le nouveau style que le général de Gaulle veut donner à son gouvernement. Le côté spectaculaire en sera donné par la manifestation du 14 juillet, à l'occasion de la fête nationale.

L'autorité du chef du gouvernement est ainsi renforcée malgré l'agitation des états-majors des partis, qui tentent de créer un front des « non », pour s'opposer au référendum sur la nouvelle Constitution. Le 4 septembre à Paris, place de la République, le texte en sera présenté aux Français au cours d'une manifestation grandiose.

Dans le même temps les territoires d'outre-mer se verront proposer une nouvelle forme d'association avec la France : la Communauté.

Le général de Gaulle atteindra finalement, sans difficultés majeures, les objectifs qu'il s'est fixés au début de l'été. D'ailleurs, la tension internationale née de la crise au Moyen-Orient, aggravée par le débarquement des marines *au Liban et celui des parachutistes britanniques en Jordanie, freinera en effet Washington, Londres et Moscou dans leurs tentatives d'ingérence dans la politique algérienne de la France.*

C'est donc assuré de sa popularité et du succès certain du référendum après ses voyages en province (Rennes, Bordeaux, Strasbourg, Lille) que le général de Gaulle attendra les résultats du vote du 21 septembre : 80 % de « oui » ne décevront pas ses espoirs. Il se consacrera aussitôt à la mise en place des institutions nouvelles et tentera alors une nouvelle approche du problème algérien. Le « plan de Constantine » sera rapidement proposé comme solution malgré les sanglants attentats en France, revendiqués par le G.P.R.A. nouvellement créé et qui ont troublé quelque peu l'ordre en métropole à la fin du mois d'août et au cours du mois de septembre.

J. F.

Sommaire n° 59 - Historia magazine n° 265



La campagne pour le référendum a été menée en Algérie tambour battant. Dans toutes les rues, ce fut une débauche de drapeaux tricolores, de portraits de De Gaulle, de *oui* peints en lettres énormes. La victoire a été totale. Pour prononcer son discours-programme, de Gaulle a choisi Constantine.

LE DISCOURS DE CONSTANTINE

QUELQUES jours à peine séparent le triomphal référendum du 28 septembre du discours que le général de Gaulle doit prononcer à Constantine le 3 octobre. Tout alors semble dominé par l'écrasant succès du *oui*. Mais tout peut être interprété de différentes façons. On s'en aperçoit dès le lendemain du référendum et alors que chacun s'attend à voir le général de Gaulle définir plus précisément à Constantine sa politique algérienne. « Si le général de Gaulle avait le moindre doute sur la volonté unanime des populations algériennes de demeurer françaises, dit l'un des principaux leaders des mouvements activistes d'Alger, je crois qu'aujourd'hui ce doute doit être balayé de son esprit. J'ose espérer que, dans son discours de Constantine, il prendra acte de ce plébiscite pour l'intégration et en tirera les conclusions que nous en attendons tous. »

Ce n'est pas l'interprétation d'autres partisans du *oui*. « La Constitution de la Vᵉ République a été adoptée avec le concours conscient et massif de la véritable gauche française », écrit *le Populaire*, organe du parti socialiste S.F.I.O. Quant aux gaullistes de gauche, groupés dans le Centre de réforme républicaine, ils ne ▶





◀ Dans un climat de kermesse et un désordre bon enfant, la population de Tiaret fait un accueil chaleureux au général de Gaulle. Tiaret est un gros centre de commerce de céréales, de laine et de bétail. A 5 kilomètres de la ville se trouve la Jumenterie où sont élevés des chevaux arabes de pure race. Une petite ville calme. Européens et musulmans espèrent trouver dans les paroles du général de Gaulle les indices d'une paix rétablie.

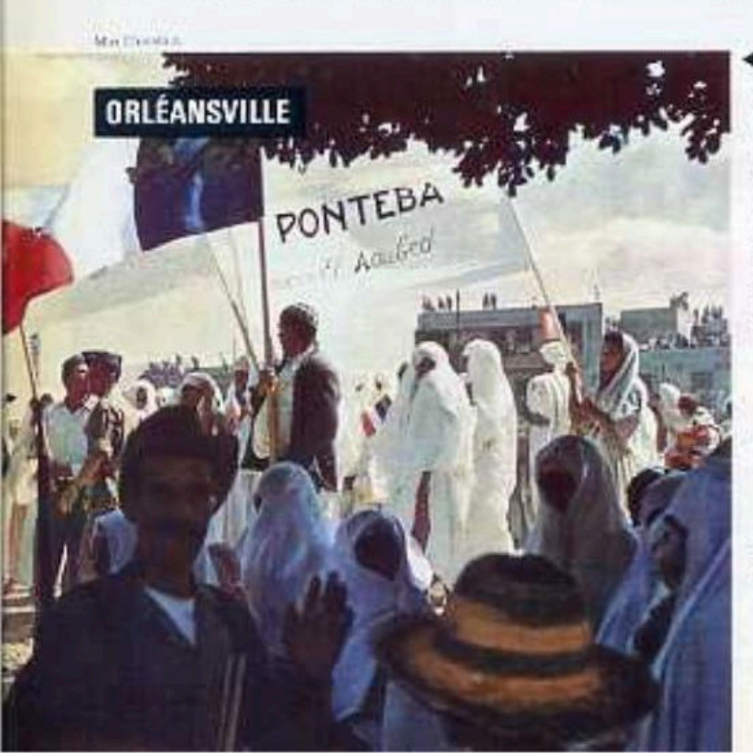
E.C.P.A.

le discours de De Gaulle révèle ce que sera sa politique: évolutive et empirique

parlent que d'une « victoire de la démocratie rénovée ». On ne s'attend pas, par conséquent, aux mêmes conséquences de la victoire du *oui* suivant que l'on appartient à un camp ou à un autre.

Le discours de Constantine devait, selon les vœux des partisans de l'Algérie française, lever les ambiguïtés. Il allait revêtir, de ce fait, une grande signification politique. Car il faut bien dire que les quatre premiers mois du gouvernement du général de Gaulle n'avaient aucunement consacré le triomphe absolu des acteurs du 13 Mai et de leur thèse en faveur de l'intégration de l'Algérie à la France. Rien de plus caractéristique à cet égard que les propos de l'un des plus notables parmi les partisans musulmans de l'intégration, Sid Cara, déclarant, le 23 septembre, c'est-à-dire huit jours avant le référendum : « Certes, la politique hésitante du gouvernement que nous avons ardemment appelé nous a partiellement déçus, mais le général de Gaulle lui-même ne pouvait pas faire de miracle. La consultation électorale qu'il nous propose constitue le premier pas vers l'intégration. »

Rien n'était donc joué. Et le problème était de savoir si tout se jouerait le 3 octobre à Constantine. Quel était donc l'état d'esprit des collaborateurs immédiats du général de Gaulle, de ceux qui préparaient le discours qu'il devait prononcer ce jour-là, et à quelle consigne obéissaient-ils ? Il s'agissait de donner un prolongement ample et solennel à l'action engagée par la France pour assurer à l'Algérie une véritable promotion économique et sociale. Des mesures avaient déjà été prises au mois d'août, très précisément par l'ordonnance du 20 août 1958. On y prévoyait, au cours de chacune des huit années suivantes, 1 800 nouveaux postes d'instituteurs et plus de 2 000 classes construites ; 600 centres sociaux seraient créés ; on établirait en France un fonds d'action sociale pour les travailleurs algériens qui se préoccuperait de leur accueil, de leur

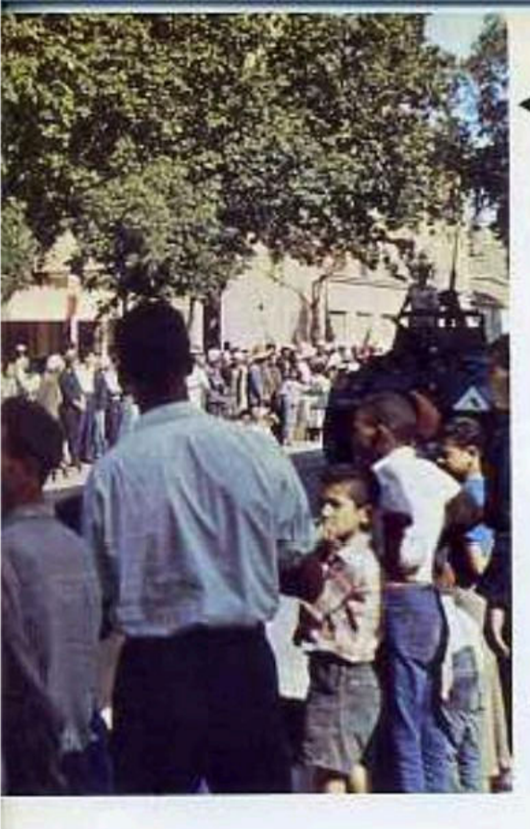


◀ A Orléansville, une foule en djellaba, burnous, turban, haïk s'apprête à faire un accueil enthousiaste au général de Gaulle, dont le prestige est grand auprès des musulmans.



Avec le général ▶ Gracieux, de Gaulle visite de nombreux postes militaires. Dans sa lettre à Salan, il demandera que les militaires quittent toutes les organisations à caractère politique.

E.C.P.A.



◀ Tiaret, encore... mais le 14 juillet 1959. Sur le parcours des chars, les habitants se sont massés. Mais l'enthousiasme n'y est plus. Pour beaucoup, le temps des illusions a pris fin...



Devant le bureau de poste de Tiaret, une tribune a été dressée. De Gaulle s'adresse à la foule. Massés sur le balcon, les employés des P.T.T. applaudissent les paroles prononcées par le général. ▶

ECPA

logement, de leur formation professionnelle. On y décidait, enfin, que les jeunes fonctionnaires de l'Etat iraient tous, au début de leur carrière, faire un an de service en Algérie.

Brève escale

Ce n'était qu'un début modeste. Il s'agissait maintenant de se lancer dans les actions de grande envergure. C'est la consigne qui était donnée à l'état-major « algérien » du général de Gaulle qu'animait, au secrétariat général pour les affaires algériennes, René Brouillet, dont le collaborateur principal était Bernard Tricot. Le choix de ces deux hommes était en lui-même significatif. Brouillet avait incarné avec éclat l'orientation libérale de la politique française en Tunisie. S'agissant de l'Algérie, son état d'esprit était le même. Quant à Tricot, il avait, avant d'accepter son nouveau poste, prévenu loyalement Brouillet, puis le général de Gaulle lui-même, d'une évolution profonde de l'Algérie, pouvant aller jusqu'à l'indépendance. Et il s'agissait bel et bien des deux principaux responsables du gouvernement pour les affaires algériennes.

Dès avant le référendum, ils avaient suggéré qu'une double action fût poursuivie dans l'hypothèse, absolument certaine, d'une victoire du *oui*. D'une part, une série de décisions propres à modifier le climat politique et à restaurer le respect des personnes en Algérie par la condamnation des pratiques inadmissibles de torture, par l'établissement d'une vie publique aussi normale que possible, par le jeu d'élections locales et départementales, afin que les Algériens pussent s'exprimer autrement que par les armes. Et d'autre part, un vaste effort de promotion sociale, économique et culturelle en poursuivant plus audacieusement les efforts entrepris et en prenant au besoin des mesures de caractère révolutionnaire, par exemple quant au sort des femmes et de la paysannerie.

C'est muni des grandes lignes de leurs projets que le général de Gaulle partit pour l'Algérie. Voyage bien différent des précédents : seule une brève escale était prévue à Alger ; une tournée serait effectuée par le chef du gouvernement dans les régions d'opérations, en particulier dans les secteurs de Tiaret et d'Orléansville ; enfin, c'est à Constantine, ville où ▶

ECPA

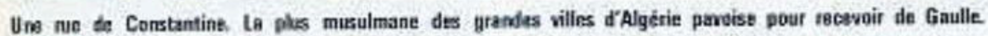


◀ De Gaulle serre des mains, tapote des joues enfantines. Au milieu de cette foule dense, en majorité musulmane, le général prend la mesure de son prestige auprès des Algériens.

Max Chabrol



Orléansville. Une tribune, surmontée d'une immense croix de Lorraine et du V de la Victoire, a été dressée. Des soldats montent la garde. Tout est prêt pour recevoir le général de Gaulle. ▶



Une rue de Constantine. La plus musulmane des grandes villes d'Algérie pavoise pour recevoir de Gaulle.



Constantine. Charles de Gaulle arrive place de la Brèche.



Il regarde un instant la foule venue l'accueillir...,



puis monte à la tribune d'où il prononcera son discours.

à Constantine: première manifestation du Comité de salut public contre de Gaulle

les musulmans sont en écrasante majorité, qu'il parlerait. Durant ces quelques jours, l'équipe Brouillet-Tricot reçut du général et de ses collaborateurs immédiats de nombreux coups de téléphone. Il exigeait des détails plus précis, des projets plus audacieux, il voulait savoir le nombre des musulmans qui entreraient dans l'administration, l'importance de l'augmentation prochaine des salaires, la nature des industries à implanter ; très évidemment, il voulait donner à l'action économique et sociale en Algérie une ampleur exceptionnelle, il voulait que cela fût connu et proclamé. C'est ce qu'il fit, le 3 octobre, à Constantine. Il y annonçait un plan de cinq ans qui devait tendre « à ce que ce pays si vivant et si courageux, mais si difficile et si souffrant, fût profondément transformé ; que les conditions de vie de chacun et de chacune devinssent constamment meilleures ; que les ressources du sol, le travail des habitants, la valeur des élites y fussent mis au jour et développés ; que les enfants y fussent instruits ; bref, que l'Algérie tout entière prît sa part du bien-être et de la dignité que la civilisation moderne peut et doit procurer aux hommes ».

Mais dans quelle perspective politique se situait la longue énumération des mesures qui allaient placer économiquement et socialement l'Algérie au rang d'un pays relativement développé ? C'est là que l'on attendait le général de Gaulle, c'est là que la conclusion politique du référendum du 28 septembre allait être donnée. Sa réponse fut la suivante : « Dans deux mois l'Algérie élira ses représentants dans des conditions identiques à celles de la métropole, mais il faudra qu'au moins les deux tiers de ces représentants soient des citoyens musulmans. L'avenir de l'Algérie, de toute façon, parce que c'est la nature des choses, sera bâti sur une double base : sa personnalité et sa solidarité étroite avec la métropole française. »

Il n'était pas question d'Algérie française : l'expression ne fut pas employée. Il n'était pas question d'intégration : le mot semblait banni. De quoi donc était-il question ? Là encore, le général de Gaulle répondit : « De cette évolution [...], quelles seront les suites politiques ? Il me paraît bien inutile de fixer d'avance par des mots ce que l'entreprise elle-même va façonner peu à peu. »

Au fond, quatre mois après son retour au pouvoir, de Gaulle révélait ce que serait dorénavant sa politique algérienne :



Le choix de Constantine est significatif : c'est dans cette ville essentiellement musulmane que Charles de Gaulle voulait exposer les grandes lignes de son programme.

elle serait évolutive et empirique puisqu'il s'agissait d'aller à un avenir que « l'entreprise allait peu à peu dessiner », et ce ne serait évidemment ni l'intégration franche ni la sécession brutale puisque la « personnalité » de l'Algérie et sa « solidarité étroite avec la France » seraient placées sur le même pied. Plus tard, évoquant ses souvenirs de cet épisode si important, Bernard Tricot devait, à ce propos, évoquer une saisissante anecdote nord-africaine racontée par Georges Duhamel dans *le Prince Jaffar* : « Un jeune architecte européen passe, à Kairouan ou à Tlemcen, devant un chantier où s'édifie une maison de style traditionnel, il s'y intéresse et demande au vieil Arabe, assis sous son figuier, qui paraît surveiller les travaux : Voilà une belle maison, voudrais-tu me montrer les plans ? Et le vieillard de répondre : Comment veux-tu que je te montre les plans, puisque la maison n'est pas achevée ? »

Le discours de Constantine eut, à court terme, des conséquences extraordinairement révélatrices de l'affrontement qui allait plus tard opposer dramatiquement le général de Gaulle aux partisans de l'Algérie française. Dans les instants qui suivirent ce discours lui-même, le comité de salut public de Constantine constitua une délégation pour aller protester aussitôt auprès du chef du gouvernement.

Le bouillant Poujade

Tout simplement, elle ne fut pas reçue. Le comité prit alors la décision d'adresser une communication à celui d'Alger et à son président, le général Massu. Il ne le put, « la ligne étant en dérangement »... Les principaux inspirateurs du camp des partisans de l'Algérie française préférèrent, le lendemain, prendre les choses du bon côté et souligner les aspects positifs pour l'Algérie du discours de Constantine. Puisque le référendum n'avait pas été décisif pour le succès de leur cause, ils allaient essayer d'y parvenir grâce aux prochaines élections législatives. Il n'en restait pas moins que la nervosité du comité de salut public de Constantine illustrait l'opposition grandissante des partisans les plus sincères et les moins calculateurs de l'Algérie française à la politique du général de Gaulle et ne faisait que prolonger un conflit entamé au lendemain même de l'arrivée à Alger du général de Gaulle après son investiture.

C'est le 5 juin, en effet, à Radio-Alger, que le principal responsable gaulliste du Comité de salut public Algérie-Sahara, Léon Delbecque, déclarait : « Union derrière le général de Gaulle, mais pas à n'importe quel prix... Nous n'avons pas franchi le Rubicon pour y pêcher à la ligne. Nous irons jusqu'au bout de ce que nous avons entrepris le 13 mai. » Et quelque temps plus tard.

il ne sera question ni d'intégration, ni d'Algérie française

◄ Dès le matin, des milliers de musulmans se sont rendus place de la Brèche, où souffle un petit vent aigre, pour accueillir de Gaulle. Lorsque le général montera à la tribune, ils lui feront une immense ovation.

Aux fenêtres des immeubles, des Européens. Sur ► la place, une foule énorme composée essentiellement de musulmans. Pour la première fois, de Gaulle s'adressera à eux en les appelant : « Algériens »...

Pour ce marchand de Constantine, comme pour la majorité des musulmans, voter *oui* pour la nouvelle Constitution, c'était surtout voter de Gaulle.
▼



ECPA

ECPA

malgré la vive algarade que ses propos lui avaient value de la part du général de Gaulle et de ses collaborateurs, il tentait de donner à l'action entreprise le 13 mai une dimension nationale : « A mes compatriotes de la métropole, déclarait-il, je dis : les comités de salut public, sortis de la clandestinité, auront à s'organiser et à se regrouper autour du comité national. Il leur appartiendra de dénoncer et de déjouer les manœuvres prévisibles du système moribond contre l'unité nationale. Princes du « système », vous espériez étouffer la révolution. N'y comptez pas. »

En fait, le nombre des comités de salut public constitués au mois de mai n'avait pas dépassé quinze ou vingt et leur attitude avait été discrète. Après la crise, le bouillant Pierre Poujade, leader du mouvement qui portait son nom et qui avait une cinquantaine de représentants dans la défunte Assemblée nationale, tenta de retrouver un rôle en ordonnant l'entrée systématique de ses partisans dans tous les comités de salut public qui se créeraient en France. Le ton de ses propos marquait bien l'esprit de l'entreprise. Il parlait de « conduire les ministres dans les fossés de Vincennes » et concluait : « J'entends des cris : Massu à Paris ! Et pourquoi pas Massu ?... J'en appelle au général de Gaulle et je lui demande : est-ce que vous vous foutez de notre gueule ? »

Un fâcheux incident

Car la crise, en effet, couvait déjà. Le Comité de salut public d'Alger avait voté à l'unanimité une motion demandant le report des élections municipales, l'abrogation de la loi-cadre votée l'année précédente et surtout la suppression des partis politiques. Cette motion avait été transmise au général de Gaulle par le général Salan. Le général Massu n'était autre que le président du comité. De Gaulle y avait répliqué par un télégramme à Salan : « Au sujet de l'incident fâcheux et intempestif causé par la motion péremptoire du Comité de salut public d'Alger, je vous rappelle que ce comité n'a d'autre droit et d'autre rôle que d'exprimer sous votre contrôle l'opinion de ses membres. L'autorité régulière et d'abord vous-même ne sauriez prendre parti au sujet de ce que ce comité ou toute autre organisation politique peut exprimer ou demander. D'autre part, il y a lieu de faire comprendre aux personnes intéressées que l'œuvre nationale que j'ai entreprise avec mon gouvernement exige le calme des esprits et l'adhésion franche et raisonnée de tous ceux qui veulent m'aider à sauver

l'unité, l'intégrité et l'indépendance nationales. »

Mais c'est le discours de Constantine et les décisions qu'il annonçait qui allaient provoquer la liquidation de cet important héritage du 13 Mai qu'étaient les comités de salut public. Le général de Gaulle avait annoncé que les élections auraient lieu en avril « dans les mêmes conditions » qu'en métropole.

Six jours après

De leur côté, les partisans de l'Algérie française comptaient en faire l'occasion d'une victoire définitive de leurs idées. Comment les choses allaient-elles se passer ? Le général de Gaulle prit l'initiative de le faire savoir, il rédigea ses instructions au général Salan et les lui adressa le 9 octobre, soit six jours après le discours de Constantine et presque aussitôt après son retour en France. Et pour couper court à toute controverse, il décida de les rendre publiques cinq jours plus tard, le 14 octobre.

Que disent ces instructions ? « L'intérêt supérieur du pays exige que la consultation ait lieu dans des conditions de liberté et de sincérité absolues et que des listes représentatives de toutes les tendances — je dis de toutes les tendances — puissent solliciter concurremment et au même titre les suffrages des électeurs. Toutes les opinions devront pouvoir s'exprimer et tous les candidats pouvoir se présenter et faire campagne, quels que puissent être leurs programmes, y compris en ce qui concerne le statut ou le destin politique de l'Algérie [...]. Seuls seront exclus les individus qui participent à l'action terroriste et tombent, de ce fait, sous le coup d'une inculpation pénale. Les saisies de journaux locaux ou métropolitains ne pourront être ordonnées que si les articles incriminés sont de nature à entraîner des poursuites judiciaires. J'attache une extrême importance à ce qu'il y ait une véritable compétition, c'est-à-dire qu'il puisse exister des listes concurrentes. Le pire écueil serait la constitution de listes uniques favorisées par l'autorité officielle. Le but à atteindre consiste à obtenir que se révèle librement une élite politique algérienne. »

Émotion à Alger

Il n'y eut pas la moindre hésitation sur le sens à donner à ces directives : tout le monde comprit que le général de Gaulle ne voulait pas que les partisans de l'intégration eussent le monopole de l'expression publique, qu'il souhaitait que les tendances les plus opposées se fissent jour et son insistance sur ce point — « je dis de toutes les tendances » — marquait bien qu'il songeait aux adversaires de l'intégration qu'étaient les partisans de l'indépendance. Cela prouvait aussi qu'à son avis cette diversité et cette liberté d'expression n'avaient pas été respectées jusqu'alors. C'était contester le caractère irréversible et définitif de la « révolution », c'était ouvrir la voie à toutes les évolutions que les partisans de l'Algérie française avaient voulu bannir à jamais.

Mais il y avait plus significatif encore. Le général de Gaulle prétendait que l'Etat lui-même respectât les règles de liberté et d'égalité, inséparables des objectifs qu'il proclamait vouloir atteindre. Aussi ordonna-t-il : « Le moment est venu [...] où les militaires doivent cesser de faire



La fanfare des enfants d'une école accueille de Gaulle. ▶ Le général dira que, « les cinq premières années seront scolarisés les deux tiers des filles et des garçons et les trois années suivantes verront compléter la scolarisation totale de la jeunesse algérienne ».

les militaires se reti

partie de toute organisation qui revêt un caractère politique, quelles que soient les raisons qui, dans les circonstances qu'a traversées l'Algérie depuis le mois de mai aient pu exceptionnellement motiver leur participation. Rien ne saurait plus désormais justifier leur appartenance à de telles formations. Je prescris qu'ils s'en retirent sans délai. »

A Alger l'émotion est profonde. Chacun comprend qu'il s'agit de détruire le système des comités de salut public où militaires et civils étaient associés depuis le 13 mai. En pratique, c'est bien ainsi que les choses se passent. Dès l'ouverture de la séance du 14 octobre du Comité

De Gaulle, au cours de son déplacement, visitera les régions d'opérations des secteurs d'Orléansville et de Tiaret, cherchant le contact avec les gens du bled. A chaque étape, il s'adressera à la population musulmane.



On parle déjà du départ de Salan.

de salut public Algérie-Sahara, son président, le général Massu, suivi de onze officiers, quitte la salle des délibérations en déclarant : « Messieurs, en exécution des ordres du chef du gouvernement, nous quittons le Comité de salut public. » Et il en est aussitôt de même partout en Algérie. Les membres civils du Comité Algérie-Sahara lancent un appel à tous les comités semblables et leur demandent



Massu. Il grogne, mais il obéira.

de se mobiliser contre « une décision qui risque d'être interprétée, notamment par les Français de confession musulmane, comme un désaveu de l'action fraternelle que l'armée a menée à travers l'Algérie ». Un ordre de grève générale est lancé pour l'après-midi du jeudi 16 octobre et un télégramme est adressé à Roger Duchet, Georges Bidault et André Morice, leur

…nt officiellement de tous les Comités de salut public en Algérie



De Gaulle examine une maquette de village. Dans son discours, il promet des logements pour un million de personnes. A gauche, tract distribué à la population.

demandant de prendre publiquement position. Mais au sein des comités, la démission des gaullistes, les hésitations de beaucoup d'autres isolent le noyau des activistes les plus intransigeants. Des heures de discussion passionnée suivent, au cours desquelles Salan reçoit de De Gaulle un câble l'informant qu'il ne saurait tolérer que la grève ait des prolongements dans la rue.

Les C.S.P. ont vécu

Massu avertit les membres du comité qu'il réprimera par la force toute espèce de trouble. Et dans la matinée du 16 octobre l'ordre de grève est rapporté. Virtuellement, les comités de salut public ont vécu.

Telle fut la conséquence immédiate du discours de Constantine. En fait, les événements allaient montrer que la partie n'était définitivement gagnée ni par un camp ni par l'autre. Les élections en Algérie ne furent pas ce que le général de Gaulle avait voulu qu'elles fussent et leurs conséquences, notamment quant à l'action du gouvernement, ne furent nullement celles que les partisans de l'Algérie française escomptaient. C'était bien l'esprit du discours de Constantine qui prévalait en fin de compte : on discuterait encore pendant plus de trois ans de la dimension que prendrait la « personnalité » de l'Algérie et de la nature exacte de « sa solidarité » avec la France. Mais on ne saurait pas immédiatement ce que serait cette Algérie, que « l'entreprise elle-même va façonner peu à peu ». Qu'allait-il donc en rester puisque aucune décision politique majeure et définitive n'en résultait ? Il en resterait l'indiscutable et considérable



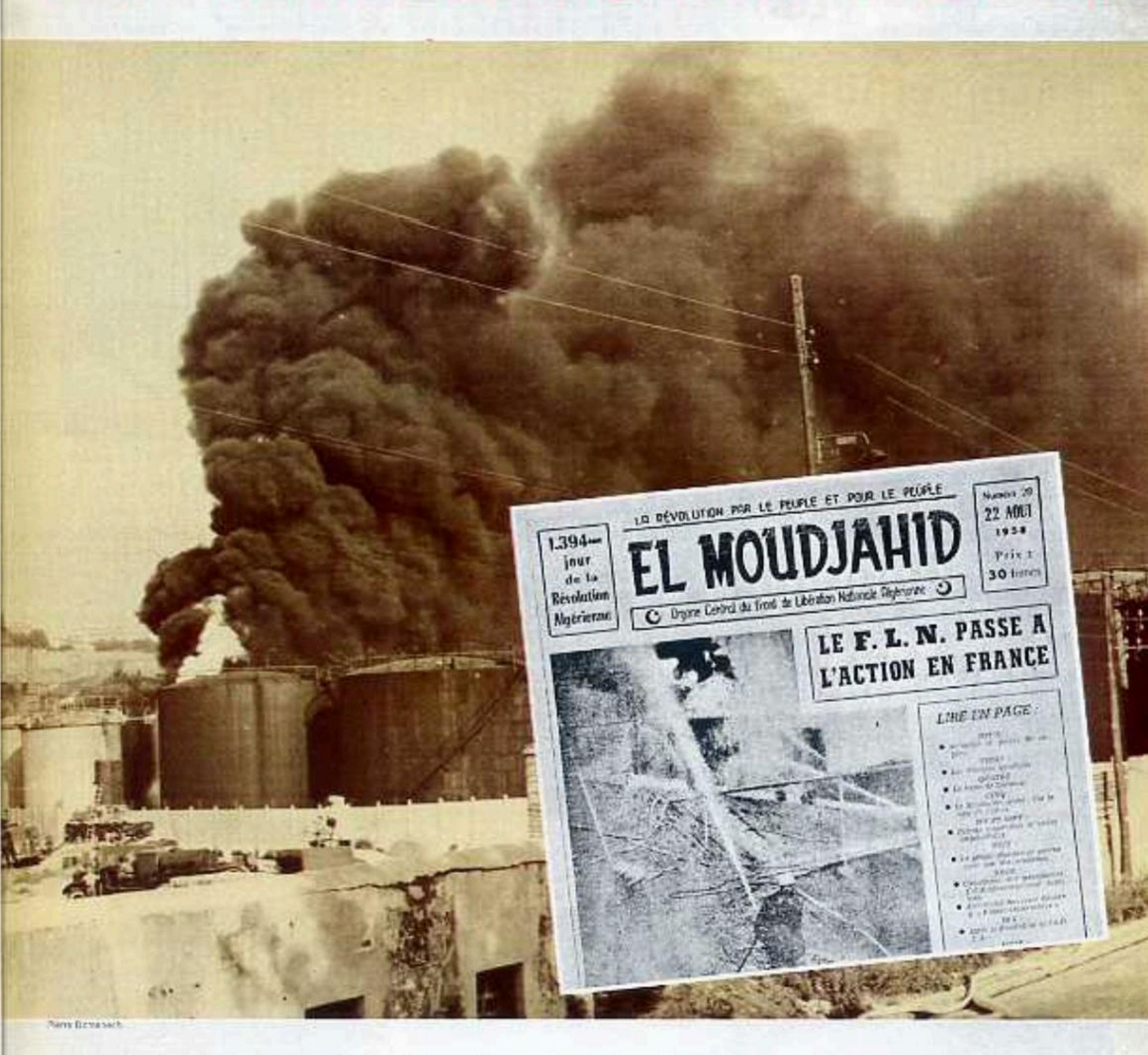
Les C.S.P. alerteront Bidault.

action économique, culturelle, agricole et sociale, qui, de toute façon, conditionnerait l'avenir du pays quel que fût son futur statut politique ou, pour parler plus clairement, quelle que fût la date où il deviendrait indépendant. C'est sans doute le principal collaborateur du général de Gaulle pour les affaires algériennes, Bernard Tricot, qui en a le mieux résumé l'esprit dans son livre *les Sentiers de la paix* : « De toute façon aussi, il fallait faire progresser ce pays. C'était, si l'on peut dire, le tronc commun de toutes les politiques qui ne se borneraient pas à prétendre maintenir le *statu quo*. »

De Gaulle, ici en compagnie du colonel Godard, s'entretient avec des fellahs venus des douars et des villages voisins.

Paul-Marie de LA GORCE

LE TERRORISME EN MÉ



C'EST dès le début de la « bataille d'Alger », lors de la répression massive contre les Algériens, que certains leaders du F.L.N. conçoivent le projet d'« exercer des représailles spectaculaires », selon la formule de Ben M'Hidi, « en attaquant l'ennemi partout et en le harcelant là où il se trouve, sur son propre sol ». Abane donne même une consigne dans ce sens à Mohamed Lebjaoui, dirigeant de la Fédération de France, mais ce dernier juge qu'une telle initiative serait « dangereuse et inopportune ». Ben Bella, emprisonné à la Santé, formule lui aussi, dans un « mémoire » politique, une appréciation semblable.

Lorsque Lebjaoui et ses adjoints sont arrêtés, en février 1957, l'équipe qui leur succède à la tête de la Fédération de France du F.L.N. adopte la même ligne prudente, en la modifiant cependant sur un point. Estimant que les représentants des forces de l'ordre, qui « raflent, brutalisent, assassinent les Algériens ou les torturent dans certains commissariats de Lyon, de Marseille, de Paris et de Strasbourg [...], violent toutes les lois de la guerre » (la formule figure dans un tract repris par *El-Moudjahid* du 1er décembre 1957), elle autorise son Organisation spéciale à « liquider certains indicateurs, policiers et gendarmes ».

Les attentats de ce genre se font, au fil des mois, de plus en plus nombreux. Leur rythme se ralentit cependant entre le 13 mai et le 4 juin 1958, à l'heure où la Fédération de France du F.L.N. essaie – sans succès – d'établir une certaine unité d'action avec la gauche française contre le Comité de salut public d'Alger, puis tente – non moins vainement – d'appuyer l'« ouverture » que le C.C.E. opère en direction de De Gaulle à tra-

TROPOLE

◄ Les journées de mai, la tournée triomphale du général de Gaulle en Algérie, la politique conciliante de la France, les succès remportés par l'armée, ont porté un coup très rude au F.L.N. En manière de riposte, celui-ci décide alors, au mois d'août, de porter le combat en métropole.

vers des émissaires tels que Jean Amrouche et Abderrahmane Farès. La déception qui se manifeste du côté algérien, lorsque de Gaulle semble choisir la « politique d'intégration », se reflète dans diverses prises de position publiques, mais elle s'exprime aussi par le développement des attentats.

24 août à 0 heure : la riposte

Le 20 août, la décision du gouvernement français de dissoudre l'Amicale générale des travailleurs algériens de France (A.G.T.A.) est considérée comme « une véritable déclaration de guerre à l'émigration algérienne solidaire du F.L.N. ». Le comité directeur de l'A.G.T.A. déclare, dans un communiqué protestant contre cette mesure arbitraire, que « de Gaulle, que certains prétendaient libéral, reste dans la collusion capitalisme-colonialisme ». Quant à la direction de la Fédération de France, elle demande au C.C.E. d'« organiser une riposte énergique ».

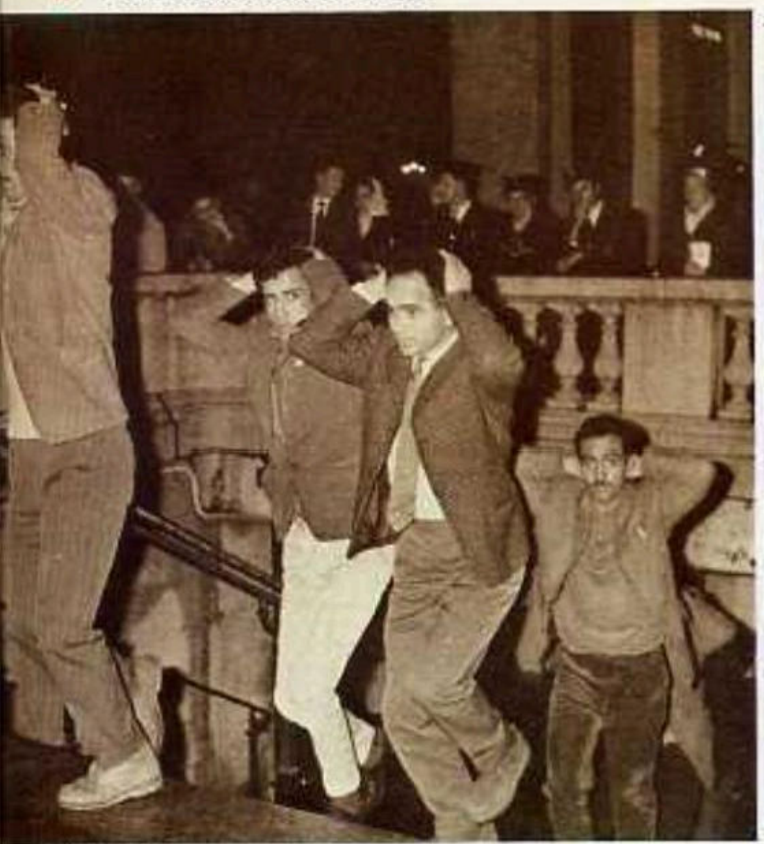
Cette requête arrive à un moment particulièrement opportun pour les éléments intransigeants — Boussouf, notamment — qui, au sein de l'instance dirigeante du Front, critiquent les « modérés » — et en particulier Ferhat Abbas —, un peu trop enclins, à leurs yeux, à accorder à de Gaulle, en dépit de tout, un préjugé favorable, et qui ne sont pas fâchés que soit créé un climat rendant impossible le « dialogue mystificateur ». La « riposte » qu'ils suggèrent — et que le C.C.E. adopte à la majorité, le 21 août, après un débat serré — est l'« ouverture, le 24 août, à 0 heure, d'un second front grâce à une offensive militaire déclenchée sur le territoire français ».



Le F.L.N. ouvre un deuxième front. Dans la nuit du 24 août, à 0 heure, des attentats ont lieu simultanément dans diverses régions de France. Comme en Algérie lors de la « Toussaint rouge », le 1er novembre 1954, les terroristes ont suivi un plan concerté. Il s'agit là également d'une offensive « militaire » déclenchée sur l'ensemble du pays. Les dépôts de carburant seront parmi les objectifs prioritaires du F.L.N.

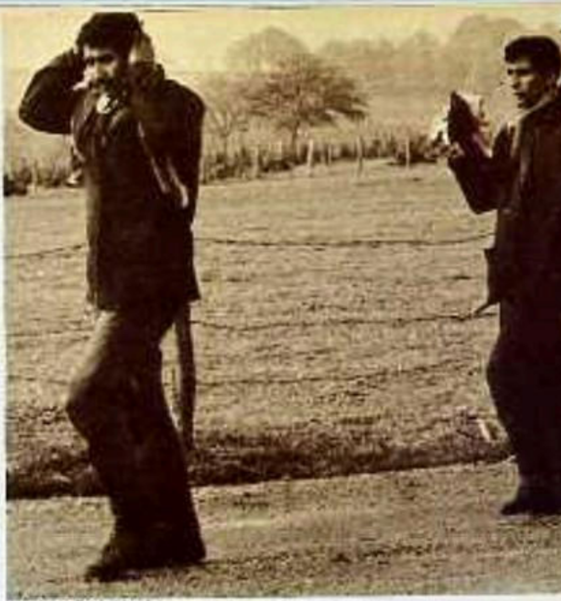
La diffusion du no 28 d'*El-Moudjahid*, daté du 22 août, est retardée pour que puisse être publié en première page un éditorial — largement inspiré par Boussouf — tendant à expliquer et justifier la décision qui vient d'être prise : « Le peuple français, qui n'a pas réagi avec assez d'opiniâtreté et de détermination aux paroles et aux menaces des « colonels d'Algérie », assiste passivement à la consolidation du régime fasciste. C'est pourquoi, désormais, notre action concernera notre pays et, simultanément, le territoire national français », déclare notamment le texte, qui ajoute ce commentaire : « Sur le plan stratégique, nous venons d'administrer la preuve que notre organisation est assez puissante pour mettre en danger, au même instant et sur tout le territoire français, les centres vitaux de l'économie française. C'est la signification première de la nuit du 24 août 1958. En effet, conformément aux instructions données, les commandos du F.L.N. se sont attaqués exclusivement aux objectifs militaires et industriels. Fidèle à la stratégie insurrectionnelle inaugurée le 1er novembre 1954, la révolution algérienne s'en est prise à l'infrastructure économique du colonialisme français. Acte doit nous en être donné par l'opinion publique française et internationale. »

La suite du texte et le titre général « Échec à la politique de De Gaulle » attribué à cet éditorial indiquent clairement la portée diplomatique autant que militaire que le C.C.E. entend donner à cette « nouvelle offensive ». Sur le terrain, c'est l'Organisation spéciale qui a été chargée d'« ouvrir le deuxième front ». L'O.S. est alors à l'apogée de son développement. Le strict cloisonne- ▶



Associated Press

◄ En moins d'un mois, 181 objectifs économiques ont été visés et 242 agressions commises contre des personnes. Elles feront 82 morts et 188 blessés. Les opérations de police, les contrôles, les arrestations vont se multiplier. Pris dans une rafle à Paris, ce groupe d'Algériens, les mains sur la tête, prendra le chemin du dépôt pour interrogatoire.



J.-C. Sauer/Paris-Match

sabotages, attentats : les hommes du F.L.N. vont semer la mort



Chaque nuit, des rafles ► sont organisées dans les cafés fréquentés par les Nord-Africains. Parfois, des fusillades éclatent. Les gens, dans certaines banlieues, n'osent plus sortir à la nuit. Le couvre-feu sera décrété pour les Algériens le 27 août (Seine) et le 3 septembre (Rhône).

A.F.P.

ment de ses structures superclandestines a permis à ses responsables d'échapper à toutes les répressions policières, y compris la dernière en date : celle qui, dans les derniers jours de juillet, a décapité la wilaya 3 (Nord-Est) de la Fédération de France du F.L.N. Chargé d'appliquer la nouvelle stratégie du C.C.E., son état-major – dirigé par Rabah Bouazziz – décide de frapper deux grands coups : assaut contre des « forces de l'ordre » dans la région parisienne et attaque – plus spectaculaire encore – de dépôts de carburants dans toute la France, mais notamment dans le Midi. Les ordres pour la « nuit rouge » sont donnés dans ce sens.

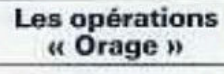
Ils allument des bidons d'essence

Dans la région parisienne, la première opération a lieu à 2 h 5. Trois *fidayin* arrêtent leur « Frégate » noire devant le garage de la préfecture de police, 66, boulevard de l'Hôpital, descendent du véhicule, lâchent une rafale de mitraillette sur les quatre policiers qui gardent le local (trois sont tués, l'autre est blessé), pénètrent ensuite dans le porche, allument des bidons d'essence et profitent de l'écran formé par les épais nuages de fumée noire pour protéger leur fuite et échapper aux poursuites.

Le commando qui, à 3 heures, tente d'incendier la cartoucherie de Vincennes a moins de succès, car trois patrouilles de policiers motorisés repèrent ses trois voitures (volées une heure plus tôt dans un garage du XVIIIe arrondissement) qui stationnent à proximité tous feux éteints. Les occupants de ces voitures ouvrent le feu pour essayer de protéger un groupe qui avait commencé à placer des chiffons imbibés d'essence devant les murs de la cartoucherie. Les policiers ripostent. La fusillade est intense. Le brigadier Fournier et un *fidaï* sont tués dans cet échange de coups de feu. Douze membres du groupe – dont huit blessés par balles – sont arrêtés. Un autre est tué à Saint-Mandé, à la lisière du bois.

Les occupants des autos sont pris en chasse. Une des voitures, qui cherche à forcer un barrage de police, est criblée de balles à la porte des Lilas (un Algérien tué, un autre blessé).

A 3 h 30, trois commandos de l'O.S. provoquent des débuts d'incendie dans un dépôt d'essence de Vitry, dans une usine de montage de camions militaires à Ivry et au « dépôt d'essence du port de Paris », à Gennevilliers, où cinq membres du groupe se font arrêter (1).



Les opérations « Orage »

Les directives concernant les opérations « Orage » – c'est le nom de code qui désigne les attaques contre les installations pétrolières du sud de la France – ont été transmises par l'agent de liaison de la direction de l'O.S., Aissaoui, aux responsables du Sud-Ouest – Ali Betrouni et Nouiri – et au responsable du Sud-Est, Meziane Chérif Abderrahmane. Ce dernier, qui, depuis plusieurs semaines

(1) Ils seront jugés en janvier 1961, par le tribunal des forces armées de Paris siégeant à Reuilly, et ils seront condamnés, ainsi que onze autres Algériens ayant participé aux préparatifs de l'opération, à des peines de prison.



◄ Chasse à l'homme dans les campagnes aussi. Partout en France, la gendarmerie, aidée de chiens policiers, organise des battues pour retrouver les auteurs des attentats. L'Algérien est devenu un homme traqué. L'opinion publique tout entière condamne ces attentats.

déjà, a fait repérer les objectifs à atteindre et qui a fait fabriquer par un bon artificier, Mohamed Ouzane, toute une série d'explosifs, a réuni son état-major dans une ferme située à 20 km de Marseille. Les exécutants sont regroupés dans un appartement de la cité phocéenne, où les dernières consignes leur sont données. Trois grandes opérations doivent être déclenchées à la même heure : 3 heures du matin.

Un gigantesque incendie

C'est très exactement à cette heure-là – une heure après le passage de la ronde de nuit – qu'un commando fait sauter deux réservoirs à l'entrepôt pétrolier de la Société « Purfina » à Port-La-Nouvelle, entre Carcassonne et Narbonne. Le feu qui est allumé ravage une douzaine de cuves contenant 7 000 m³ de fuel et de gas-oil (140 millions d'anciens francs de dégâts).

Un autre commando attaque au même moment, et de la même manière, près de Toulouse, le dépôt d'essence de la Mobil Oil, situé en bordure du canal latéral à la Garonne. Il fait sauter deux réservoirs avec des pains de plastic et provoque un gigantesque incendie (flammes de plus de 100 mètres de hauteur, colonnes de fumée visibles de 20 km autour de la ville). Là, ce sont plus de 8 000 m³ de carburant qui sont détruits, et les dégâts s'élèvent à 150 millions A.F.

L'opération capitale est cependant celle qui est dirigée contre le plus grand dépôt de stockage de carburant du sud-est de la France, celui de Mourepiane, dans la banlieue nord de Marseille, non loin du port. Là, l'attaque est précédée par une manœuvre de diversion. Des Algériens allument, à 21 heures, plusieurs foyers d'incendie dans les forêts de l'Esterel, de manière que plusieurs équipes de pompiers chargées de combattre le sinistre s'éloignent de Marseille. A 3 heures, une voiture semblable à celle du chef du service du dépôt s'arrête à 500 mètres de l'entrée des installations de Mourepiane. Tandis qu'un *fidaï* fait le guet près de la porte principale, deux autres escaladent le mur d'enceinte. Une fois à l'intérieur du dépôt, ils se dirigent vers le tuyau reliant les deux principaux bacs de pétrole. L'un ouvre les vannes, l'autre fixe sous le tuyau la bombe et le détonateur. Les trois hommes s'enfuient ensuite rapidement.

A 3 h 15, l'explosion qui fait sauter les deux réservoirs secoue tout le quartier de l'Estaque. Un incendie, qui éclaire tout le ciel de Marseille, ravage sept des quatorze bacs. Nouvelle explosion à 8 h 55, après que l'on eut fait évacuer en toute hâte les habitants des quartiers en danger, puis, le soir, à 20 h 30, formidable explosion qui détruit toutes les installations qui avaient jusque-là échappé aux destructions. Un pompier – Jean Peri – est tué. Il y a dix-neuf blessés, parmi lesquels le maire de Marseille, Gaston Defferre, qui s'était rendu sur les lieux et qui a été touché à un pied.

Le feu brûle encore, à Mourepiane, pendant dix jours. A l'heure des bilans, les autorités calculent que 16 000 m³ de carburant ont été détruits et que les dégâts s'élèvent à 450 millions d'anciens francs. « C'est une catastrophe nationale », titre *le Provençal*. Qui en est responsable ? Qui a organisé le sabotage ? La D.S.T. affirme que c'est le leader de l'O.S., Omar Haraïg, qu'elle a déjà identifié, mais elle ignore que ce chef régional a été, depuis plusieurs semaines déjà, accusé d'« indiscipline » et relevé de son commandement par la direction de l'O.S.

Les chiens donnent l'alerte

Au matin du 25 août, celle-ci, elle aussi, fait le bilan. Elle estime que ce n'est pas un mince succès d'avoir détruit, en quelques heures, une quantité de carburant équivalant à ce que consomme toute la France en une journée, mais que les précautions extraordinaires qui vont être prises par les autorités françaises – le gouvernement décidera effectivement de renforcer la surveillance des installations pétrolières, des ponts, des ouvrages d'art – lui interdiront désormais de mener des attaques de même envergure. Le feu vert est donné dans le cadre d'une tactique générale de harcèlement pour des actions plus restreintes, mais plus nombreuses, et s'étendant à toute la France.

C'est ainsi que des opérations limitées – et qui ne donnent guère de résultats – sont menées le 25 août contre les dépôts de la Société Shell et de la British Petroleum à Saint-Louis-les-Aygalades, près de Marseille, à Cap-Pinède et à La Mède (où trois engins explosifs sont désamor-

(Suite page 1736)



Pierre Saintime



Breitner



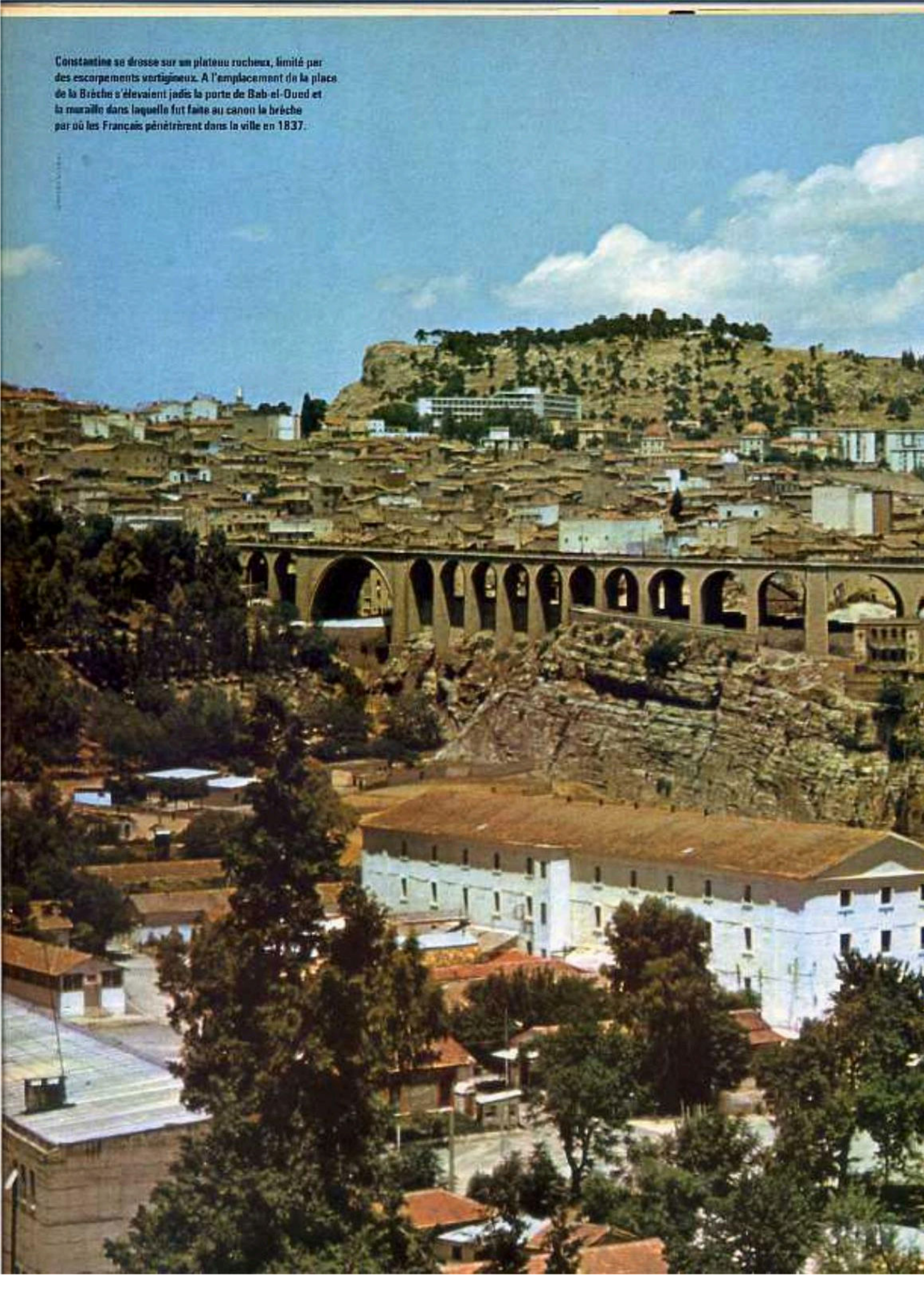
Gérard Miller



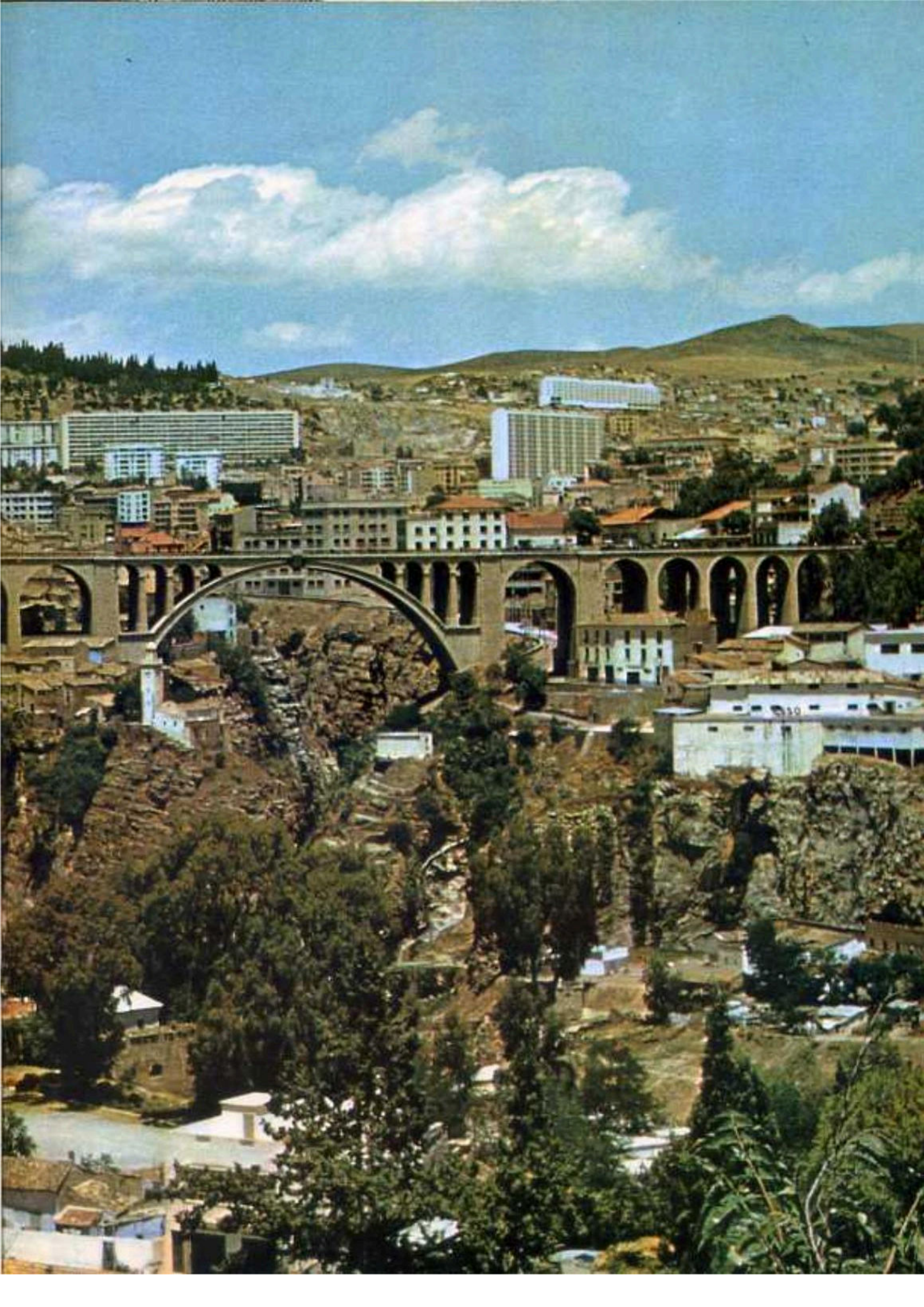
Henri Fournier



Le F.L.N. multiplie les attentats contre les gardiens de la paix et les commissariats. Quatre policiers sont tués, victimes de leur devoir. Une cérémonie a lieu à la préfecture de police. Grâce à des mesures énergiques, la police démantèlera plusieurs réseaux terroristes. ►



Constantine se dresse sur un plateau rocheux, limité par des escarpements vertigineux. A l'emplacement de la place de la Brèche s'élevaient jadis la porte de Bab-el-Oued et la muraille dans laquelle fut faite au canon la brèche par où les Français pénétrèrent dans la ville en 1837.





◄ Une silhouette dessinée à la craie, une flaque de sang, un nom, Hammoudi... Qui était-il ? Un membre du Front, victime d'une purge ou un travailleur qui avait oublié de payer sa dîme au « collecteur de fonds » du F.L.N. ? Pour lui, en tout cas, la révolution est terminée...

J.-C. Sauer/Paris-Match



Ce Nord-Africain en pyjama, surpris dans son sommeil, ira finir sa nuit au commissariat. Ainsi, à Marseille, Paris, Belfort, Lyon, des milliers d'Algériens sont arrêtés au cours de rafles ou de perquisitions. Pour les Français, Algérien est devenu synonyme d'assassin. ►

J.-P. Biet

« contrôlés » à Marseille, Lyon, Belfort et Paris (où 3 000 d'entre eux sont parqués, le 27 août, au Vélodrome d'Hiver). Le C.C.E. riposte en déclarant, notamment dans un communiqué publié au Caire, que « les commandos algériens opérant en France sont invités à combattre furieusement l'ennemi et à épargner ceux qui sont sans défense ».

Une mission exceptionnelle

Les ordres ainsi donnés sont effectivement appliqués à la fin du mois d'août et en septembre. Dans la nuit du 27 au 28 août, à Paris, des *fidayin* blessent à coups de revolver, près de la place Denfert-Rochereau, trois gardiens de la paix – Alfred Dufrie, Louis Rougerie et Chauvin – et, près de la station de métro Bonne-Nouvelle, un militaire, l'adjudant-chef André Durand. Le 31 août, des commandos F.L.N. attaquent à nouveau des dépôts d'essence près d'Arles et près d'Alès (une charge de plastic fait sauter une cuve), ainsi que l'usine à gaz d'Alès (explosion et début d'incendie). Les hommes de l'O.S. ne parviennent pas, le 1er septembre, à faire sauter, à Paris, le siège de l'Office algérien d'action économique (O.F.A.L.A.C.), avenue de l'Opéra (les bâtons de cheddite qu'ils lancent dans les bureaux n'explosent pas), mais ils parviennent, le 2 septembre, à faire exploser une bombe à la nitroglycérine qui détruit une conduite d'un gazomètre à l'usine à gaz du Grand-Quevilly, près de Rouen, et à saboter, le lendemain, la voie ferrée Paris-Le Havre.

Un autre sabotage provoque, le 5 septembre, le déraillement d'un train de marchandises à Cagnes-sur-Mer. Le 7 septembre, des dépôts de carburant sont à nouveau attaqués – mais sans grand succès – près de Marseille et près de Bordeaux, à Bègles. La centrale électrique de La Boisse, dans l'Ain, est attaquée le 8 septembre, mais les sentinelles – des militaires du 8e cuirassiers en garnison à Valbonne – mettent en fuite les agresseurs. D'autres agresseurs algériens qui tentent d'incendier les soutes à essence et des avions stationnés sur l'aérodrome militaire de Villacoublay sont également mis en fuite par deux patrouilles de militaires circulant en jeep. Un *fidaï* réussit, en revanche, à faire exploser une bombe à bord du paquebot *Président-de-Cazalet*, au mouillage dans le port de Marseille, et le commando de Salah Dehil, qui attaque le poste de police de la place Jean-Macé, à Lyon, tue le sous-brigadier Armand Sudon (1).

(1) Salah Dehil sera condamné à mort le 21 juillet 1960 par le tribunal militaire de Lyon et guillotiné le 31 janvier 1961 à la prison de Montluc.

A la mi-septembre, la direction de l'O.S. décide de faire un coup spectaculaire. Deux *fidayin*, Mouloud Ouragui et Abdelassid Cherouki, sont convoqués dans un appartement jusqu'alors utilisé par la section de propagande de la Fédération de France du F.L.N. et que Bouazziz Rabah a récupéré pour son organisation. Ils sont chargés d'une « mission exceptionnelle » : abattre Jacques Soustelle, ministre de l'Information de De Gaulle depuis le 7 juillet.

Il sort son colt

Le 15 septembre, à 9 h 30, Ouragui s'est posté près d'un feu vert de l'avenue de Friedland. Au moment où passe la D.S. noire qui amène Soustelle de son domicile au ministère, il sort un colt et tire. L'ancien gouverneur de l'Algérie se jette sur le plancher, tandis que les balles claquent (l'une d'elles troue son veston à 7 centimètres du cœur). Cherouki, à 5 mètres de là, tire une rafale de mitraillette. Soustelle plonge à nouveau, se relève miraculeusement indemne, sort de la voiture et se rend à pied à son bureau.

L'inspecteur de police chargé de la protection du ministre, qui avait pris place à la droite du chauffeur, se précipite et capture Ouragui dans les couloirs de la station de métro « Étoile ». Il ouvre ▶

Sétif 1958 : le « commando noir » fait entrer l'argent du péché dans un nouveau circuit



Ces filles de joie, sous leurs lourds voiles noirs, cachent bien leurs charmes... Elles paieront de leur personne pour que des ouvroirs, des dispensaires, des écoles puissent s'ouvrir à Sétif.

■ *L'espoir venait au cœur des Sétifiens. Le 13 Mai avait passé avec son souffle brûlant. Le référendum approchait. Le général Salan s'était porté garant de l'avenir et le général de Monsabert avait rappelé aux anciens de la 3e D.I.A. le passé chargé de gloire de leur division.*

L'Histoire allait à grands pas. Nous y participions. Le petit peuple s'était plu à connaître et la cité Yaya... vibrait à l'unisson de la vieille ville, de ses passions aussi. L'été était torride. Martels, le portier de l'hôtel de France, n'avait pas changé d'opinion. Il était pour l'indépendance. Nous étions bons amis.

Georgette la Folle semait toujours la discorde dans les ménages et l'on trouvait encore des amoureux pour jeter des pièces de monnaie dans la fontaine du bout de l'avenue, comptant sur la tradition qui voulait que leurs vœux fussent exaucés.

Les vitrines du délicieux M. Lamagat montraient aux élégantes la collection de l'empereur et les membres de la communauté ibadite vivaient leur vie d'épiciers au fond de boutiques étouffantes.

Avec une djellaba

Ces dames des maisons closes avaient participé, voilées, comme il se doit, de noir, la couleur du péché, à toutes les manifestations patriotiques et leurs « youyous », à défaut de leurs charmes cachés, avaient égayé l'assistance, qui applaudissait, les reconnaissant à ces petits riens perceptibles seulement à des yeux connaisseurs...

Mais la situation n'était pas nette et méritait d'être clarifiée.

Le général Gandoet, préfet in partibus, commandait la Z.O.C. avec beaucoup de fermeté sous une apparente bonhomie et Mme Kikhani était candidate à la députation. Un ancien lieutenant de la 3e D.I.A. haranguait les foules les jours de marché et nous avions installé par toute la ville son ... permettant de tenir l'électeur au courant des états d'âme de nos gouvernants et d'Alger, capitale indiscutée, clé du problème.

Une centaine de 11e « choc », venus de Djelfa, tenait la ville ; son chef, le capitaine Souffilet, devait mourir trois ans après dans l'Akfadou.

Les membres d'un « commando noir » résolurent pour nous le problème en entrant une nuit dans ce dispositif. Noirs, ils l'étaient par la tenue que nous avions eu beaucoup de peine à leur faire enlever pour revêtir la djellaba ou tout simplement le complet civil avec, de préférence, la chemise sans col fermée par le bouton doré cher à nos grands-pères et aussi par la manière de procéder.

Mais ce non de laisser passer l'ombre des derniers sachets authentiques, dont nous avions de pleines valises, ils frappèrent à certaines portes, trop sincères pour l'être vraiment.

Le jet d'un pavé dans une mare ne provoque pas seulement de jolis cercles concentriques, mais il remue aussi le fond et attire petits et gros poissons.

Quelques bombes sautaient encore par-ci, par-là, quelques grenades aussi, dont une avait envoyé le général à l'hôpital pour quelques semaines, mais le petit poisson, même s'il est vorace, ne vaut pas le gros.

Le F.L.N. était paperassier et conformiste comme tous les mouvements révolutionnaires. Dans l'Akfadou, à Ibishriène, deux ans après, nous interceptions quelques « postiers » transportant les bulletins mensuels, recopiés à la main en cinq exemplaires. Les archives de la wilaya 3 l'étaient elles-mêmes trois fois.

Les gendarmes arrêtèrent donc un taxi transportant les archives locales, instructives, intéressantes au possible, sur lesquelles nous passâmes quelques nuits : tout y était, même les listes et le carnet à souches attestant que M. ou Mme ... avaient offert la somme de ... et que cette attestation était délivrée afin que...

Merveilleux carnet à souches ! Nous étions jeunes, pauvres et ambitieux. Nous voulions déjà, sans argent, réaliser de grandes choses, ouvrir des dispensaires, des ouvroirs, des colonies de vacances, des classes pour adultes, aider les yaouleds (cireurs de chaussures) quadrillant la ville à notre service à devenir des hommes en apprenant un vrai métier, autant de choses coûteuses, à effet durable, hors de portée de notre bourse.

Le président de la communauté ibadite avait donné 6 millions de l'époque. Très doux, très inquiet, il était assis devant nous, supputant, en homme d'affaires avisé, les chances qu'il avait de s'en sortir. En bon épicier, il tergiversa, marchanda même lorsqu'il eut sous les yeux les preuves de sa collaboration avec le F.L.N. Il jura, promit de s'amender, accepta bien malgré lui de doubler sa participation et de ne la donner qu'à la France et réussit à obtenir un escompte de 2 % que nous accordâmes sans rire, le sachant saigné à blanc par nos seigneurs. La rébellion était doublement appauvrie lorsque « Madame » ressortit de la citadelle où elle était venue, conduite par un chauffeur en tenue irréprochable, dans une traction avant noire soigneusement lustrée.

Le carnet à souches

Elle aussi se défendit avec acharnement, non sur le fond mais sur la forme. Comment ses filles feraient-elles pour trouver tout l'argent que nous lui demandions ? Elle repoussa avec indignation l'idée de se remettre au travail et de payer de sa personne, mais elle envoya son chauffeur quérir le premier versement, qui nous ouvrait des horizons nouveaux sur les charmes de ces ravissantes.

Indiscutablement, c'était une affaire saine. « Madame » n'est pas d'un compte. Il est des valeurs que l'on ne brade pas et l'amour, même vénal, est de celles-là et conservait notre estime.

Nous eûmes d'autres entretiens de ce genre avec plus ou moins de bonheur. Le carnet à souches comportait une centaine de noms. Certains nous surprirent, d'autres pas.

Le « commando noir » repartit comme il était venu, de nuit, et s'en fut pourchasser les rebelles dans les montagnes du Soubgour, du côté des Ouled Ali ben Athmane ou des Beni Ourtilane.

Le président et « Madame » passaient tous les mois verser leur obole, nos relations étaient empreintes de courtoisie. Jamais l'un ne sut pour l'autre... Il faut de la discrétion en affaires.

Le Canard enchaîné, mal renseigné, glosa sur certain discours adressé par un lieutenant-colonel paternel et dévoué à des jeunes qui pour la première fois avaient vu la mer et revenaient émerveillés par cette découverte. Le libelle, méchant, fit rire sans plus.

Vespasien avait raison et Mustafa souriait. Il savait à qui appartenaient les « maisons » de Sétif. Nous aussi, bien sûr. En cela résidait le charme de nos rapports.

Pendant cette période, jamais nos collaboratrices ne faillirent à leur tâche, elles descendirent même dans la rue et se mêlèrent à la foule nombreuse saluant le départ du capitaine Souffilet et de ses hommes défilant une dernière fois dans Sétif embrasé par les feux de Bengale tricolores. L'argent du péché avait servi à quelque chose. Derrière la « Centaine » venaient les bénéficiaires de nos largesses, et Georgette, et le fou avec sa crécelle et son chapeau chinois. Nous fîmes des compliments à « Madame » sur la tenue de ses filles. Elle sourit, estimant la chose à sa juste valeur, dont elle seule et nous-mêmes savions le prix...

J. ASSÉMAT



J.-G. Séruzier/Paris-Match

toute la gauche prolé

aussi le feu sur Cherouki, qui essaie de protéger sa fuite en tirant et qui est finalement blessé et appréhendé (1). Au cours de l'échange de coups de feu, un passant — Jean Pacaut — est tué et trois autres — Jean Tardieu, Marcel Breton et Henri Martin — sont légèrement blessés.

Du fait de la personnalité de la victime, les journaux parlent beaucoup plus de cet attentat que des autres qui ont lieu le même jour (un militaire — Marc Huguet — tué et deux autres blessés rue Jean-Mermoz, à Joinville-le-Pont ; un capitaine de parachutistes grièvement blessé à coups de feu dans le centre de Metz ; cinq cars de police mitraillés rue de Rivoli, dans le XVe arrondissement, à Boulogne-Billancourt, Issy-les-Moulineaux et Vanves). A Alger, l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française (U.S.R.A.F.) dénonce, dans un télégramme envoyé à Soustelle, « les véritables responsables de cet attentat : les défenseurs crédules, naïfs ou abusés des négociations avec le F.L.N. ».

Le coup de filet

C'est qu'en dépit du crépitement des mitraillettes l'affaire d'une éventuelle négociation est toujours au centre du jeu secret qui se joue, au sommet, entre de Gaulle et la direction du F.L.N.

Celle-ci fait publier, dans *El-Moudjahid* du 17 septembre, un article affirmant que « le nombre et l'importance des coups portés au potentiel économique de l'ennemi par les Algériens résidant en France deviennent de plus en

(1) Daraki et Cherouki seront condamnés à mort, mais Soustelle demandera à de Gaulle d'user de clémence à leur égard et ils seront finalement graciés. L'enquête policière sur la tentative d'assassinat de Soustelle aboutira aussi à l'arrestation d'Omar Haraig — qui sera remplacé, dans son poste à l'O.S., par l'étudiant en médecine Ali Moktar.



◀ Des cars de police sont attaqués à la mitraillette à Vanves, à Boulogne-Billancourt, rue de Rivoli, à Issy-les-Moulineaux. La population a peur ; unanimement, elle condamne ces actes de terrorisme. Mais elle ne se livrera pas contre les Algériens aux violences que le F.L.N. espérait sans doute susciter pour empêcher toute réconciliation.



Un attentat a été ▶ commis à Marseille, à bord d'un navire au mouillage. Une nouvelle victime à mettre à l'actif du F.L.N., qui se félicite du nombre et de l'importance des coups portés « au potentiel économique de l'ennemi ». A Tunis comme à Rabat, on se prononce contre la « guerre en France ». Ferhat Abbas, aussi, désavouera publiquement l'action terroriste menée en métropole par la Fédération de France.

...enne condamne le F.L.N.

plus impressionnants », et un autre qui dénonce, en termes très vifs, le projet de référendum du 28 septembre, mais ses représentants au Secrétariat permanent du Maghreb uni — qui se réunit, le 20 septembre, à Tunis — doivent noter que les partenaires marocains et tunisiens se prononcent contre « la guerre en France », qui « hypothèque d'une manière catastrophique » le dialogue officieux entre le président de la République française et la résistance algérienne (Farès a remis à de Gaulle, le 14 septembre, une lettre de Ferhat Abbas, et le G.P.R.A., qui s'est constitué le 18 septembre, s'apprête à recevoir au Caire un autre émissaire du général, Jean Amrouche). Autre argument que font valoir, au sein même du G.P.R.A., les adversaires de la stratégie de « la guerre en France » : les réactions d'hostilité de la population française, même dans les milieux de gauche et dans les milieux ouvriers, qui dépassent en violence ce que l'on avait imaginé. Le G.P.R.A. décide donc de reconsidérer le problème à la lumière de ses tractations avec l'Élysée.

En attendant que de nouvelles décisions soient prises, la directive d'août demeure valable et les attentats se poursuivent. Dans la nuit du 18 au 19 septembre, un homme-grenouille de l'O.S. tente, sans succès, de placer, en rade de Toulon, des charges explosives sur les coques du cuirassé *Jean-Bart*, de l'escorteur *Bouvet* et du sous-marin *Dauphin*. Un command-car de la police est mitraillé, par deux fois, le 21 septembre, à Villejuif et à L'Hay-les-Roses et un autre l'est à Aubervilliers, tandis qu'un inspecteur du commissariat de police d'Aulnay-sous-Bois est blessé à coups de revolver. Un sous-officier du 3e génie est mortellement blessé rue du Pont-Saint-Georges, à Metz. Un *fidaï* fait sauter l'atelier de fabrication de chambres à air des usines Kléber-Colombes, 75, boulevard Valmy, à Colombes. Un autre — Mohamed Toumadj, dit « Saïd » —, qui tentait de faire sauter les installations du relais de télévision du plateau d'Aplemont, dans la banlieue du Havre, est déchiqueté par l'explosion prématurée de la charge de plastic qu'il maniait. Un autre dépose une bombe de deux kilos au troisième étage de la tour Eiffel, dans le dessein de faire sauter le poste émetteur de la D.S.T., mais l'engin est découvert avant qu'il ait explosé.

La D.S.T., cependant, réussit son premier coup de filet sérieux contre l'O.S. en mettant la main sur treize membres d'un commando de sabotage venus du camp d'entraînement de Larache, au Maroc, et ses « interrogatoires poussés » — l'un des arrêtés, Chaib, meurt au cours de sa « garde à vue » — lui permettent de remonter certaines filières. La direction de l'O.S. envisage de se replier en Allemagne fédérale. Les opérations de « la guerre en France » ne peuvent, dans ces conditions, que s'essouffler. Ce risque est reconnu même parmi les membres les plus intransigeants du G.P.R.A., qui se rallient à la décision d'arrêter les opérations militaires en France et de lancer solennellement à de Gaulle, le 28 septembre, une offre de « négociations sans préalable ».

Interrogé, le 25 septembre, par un journaliste du *Tag*, de Berlin-Ouest, Artur Rosenberg, sur la question de l' « offensive terroriste en métropole », Ferhat Abbas déclare : « La Fédération de France réclamait depuis longtemps notre accord. Nous le lui avons donné il y a quelques semaines en précisant que les agressions devaient être exclusivement dirigées contre des objectifs économiques et militaires. Que voulez-vous ! dans l'acharnement du combat, des ordres sont partout transgressés. »

Le président du G.P.R.A. fait plus que désavouer ainsi l'O.S. Il fait savoir secrètement à de Gaulle, par l'intermédiaire de Rosenberg, que la décision de faire cesser ces « agressions » a été prise par le G.P.R.A. Un ordre officiel est donné dans ce sens le 27 septembre. Entre le 21 août et cette date, l'O.S. de la Fédération de France a effectué 56 sabotages et mené 242 attaques contre 181 objectifs. Ces opérations ont fait en tout 82 morts et 188 blessés. H

Albert Paul LENTIN

LA COMPLAINTE D'UN SOLDAT

P. Dimech

La réalité du pauvre soldat, c'est le guet, la nuit, la peur au ventre, seul avec ses phantasmes et les ombres terrifiantes qui semblent se dresser autour du petit poste.



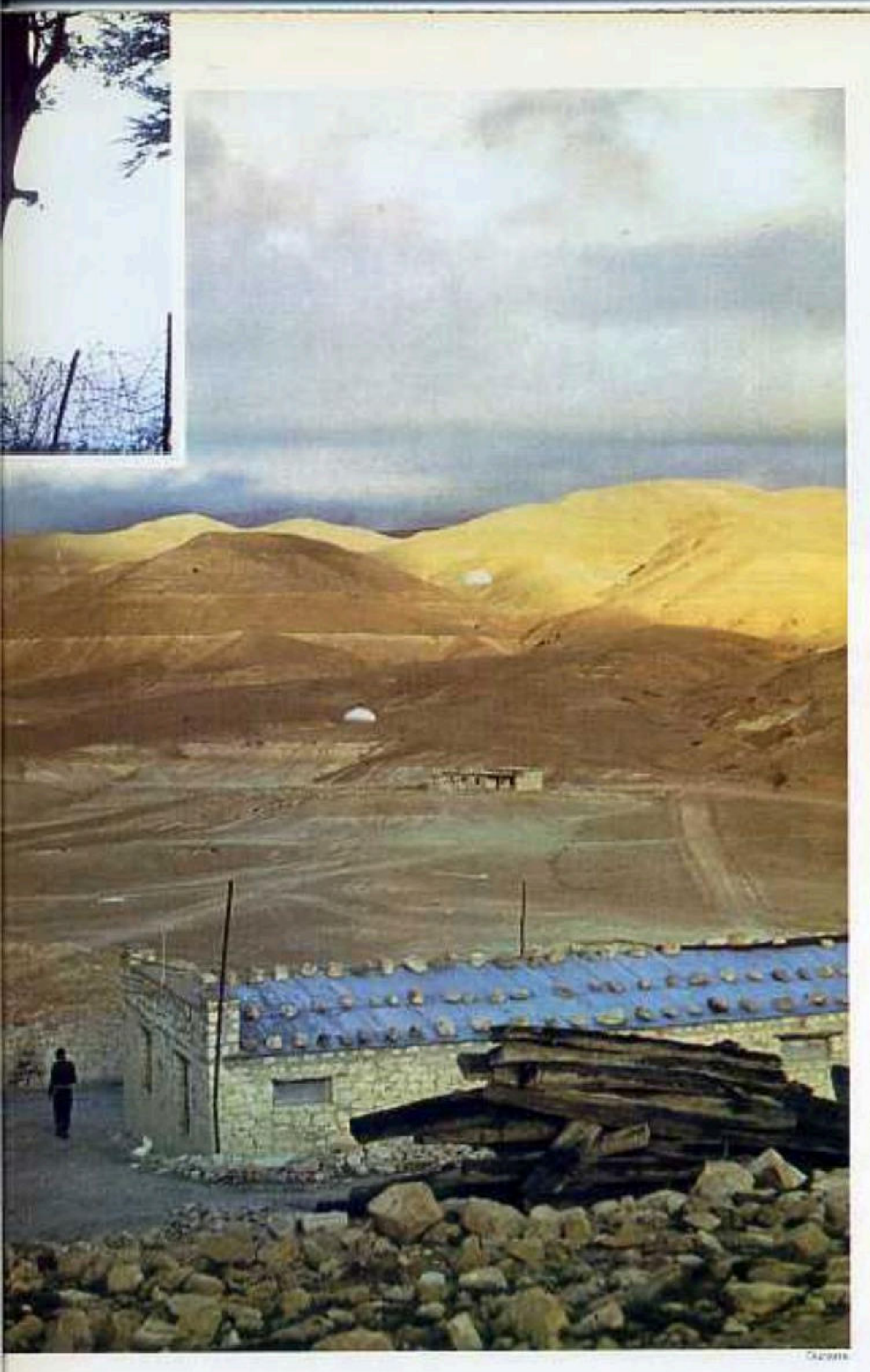
Pochard

Le rêve, c'est la mer infinie, chaude, dans laquelle il plongerait tout parfumé des senteurs de la terre. Cette Méditerranée dont Albert Camus disait : « Grande mer, toujours labourée, toujours vierge, ma religion avec la nuit. »

Rêve encore, les parachutes qui, tels des champignons blancs, descendent doucement au pied du petit poste pour apporter de la bière. Des avions, parfois, tournoient dans le soleil. Mais ils ne larguent jamais rien. Demain, peut-être...

En fin d'après-midi, quand les ombres s'allongent un peu, que les fiévreux bourrés de quinine se relèvent, on se défoule. Des cris de bête, des inventions démentes — défoncer la cour à coups de pioche pour y trouver la quille, prendre son élan depuis la terrasse pour plonger jusqu'à la mer, bricoler, avec des boîtes de conserve, un pédalo pour s'évader — des symptômes plus ou moins graves... Nous ne reviendrons pas indemnes de cette affaire même si les « bastos » nous épargnent. Celui-ci parle seul, celui-là fait le tour des barbelés en courant, grenade au poing, l'un pique un coup de chaleur, l'autre une crise de palu, hurle, brise les tables... Il faut être six pour le calmer. Et puis si, un soir, les fellaghas viennent harceler le poste pour la quatrième fois en une semaine, un copain, d'un seul coup, jette son arme, se dresse au milieu de la cour et pleure. Positivement dingue. On l'emmènera tout ficelé, si hagard qu'il semblera étranger à lui-même. S'il se passait ici quelque chose d'humain, peut-être ces jeunes gars oublieraient-ils les cadavres du dernier accrochage, les cris hideux des blessés déchiquetés, la frousse de la dernière embuscade. Mais ce désert est si pesant qu'il finit par vous envahir la cervelle et nos oasis sont des massacres. Alors, sans espoir d'y arriver un jour, à tout hasard, on demande la quille. Vous ne l'auriez pas demandée, vous ?

Nous ne sommes même pas ravitaillés par parachutage. Nous ne sommes ravitaillés que quand la compagnie en a reçu un. Quand on aperçoit, très loin, au-dessus des montagnes, le Nord-2501 qui tourne dans le soleil, on se dit : « Dans deux jours — ou trois, ou quatre — ravito ! » En attendant, la peur pour cette nuit, l'ennui pour demain, ou le crapahut, ou l'égorgement. Même le convoi qui vous emmènera d'ici peut tomber en embuscade. Jamais nous ne reverrons notre mère. On a beau lui



dire : « Tout va bien, je suis planqué aux subsistances, je ne fais pas d'opérations », elle voit bien que vos lettres arrivent à une fréquence invraisemblable avec des retards de dix jours. Et ça n'empêche pas, le soir, la peur de monter en nous, en même temps que l'ombre et la brume dans les oueds. A l'heure où les harkis ferment les barbelés, où on lance désespérément le petit groupe électrogène abrité par un pan de tôle derrière le poste, où la première sentinelle de nuit, comme un gabier dans les haubans, grimpe à l'échelle de fer scellée au mur de la grande chambre, commence le temps de la mort possible. Le copain, là-haut, referme la trappe et se cale dans le petit abri de béton. La nuit commence.

On a dit beaucoup de bêtises à notre sujet et comme nous étions plus jeunes que ceux qui divaguaient, ils avaient l'air d'avoir raison. Les « petits gars du contingent » (disons les jeunes Français, c'est un peu différent) ont aujourd'hui trente-cinq ans : le temps a passé. On nous écoute. On a dit qu'il arrivait beaucoup d'accidents avec les armes en Algérie — sous-entendu : « Vous étiez de jeunes maladroits inexpérimentés qui faisiez joujou avec des engins au-dessus de votre âge. » La réalité est un peu différente. Nos armes étaient toujours chargées, nos nerfs toujours tendus, l'ennemi toujours proche. Un faux mouvement, un peu de jeu dans les mécanismes usés par l'âge et le sable... et la sentinelle hachait ses copains en allant monter la garde.

On raconte avec ironie que les petits postes, la nuit, tiraient beaucoup trop, souvent pour rien. Qui pouvait savoir si cette ombre dans les barbelés, cette première rafale, annonçait un harcèlement timide ou préludait à l'attaque féroce et au massacre ? Les petits postes surpris étaient tombés en trois minutes. On agrippait dans la nuit la poignée de son arme comme une bouée. Et on tirait. Tant qu'on tirait, on ne mourait pas. Notre peur ne se nourrit pas de chimères mais résulte de constatations objectives. Vers l'ouest, il faudrait marcher quatre à cinq heures par la corniche pour atteindre le prochain poste, vers le nord, toute la nuit, vers le sud et l'est, deux jours entiers. En haut, une demi-douzaine d'hommes et un poste radio à longue portée, en bas, le C. 10 de la section, quand elle est là. Si elle va en opération, il reste cinq hommes dans le fortin. Bien mené, leur égorgement peut s'effectuer en deux minutes, sans aucun bruit. Le premier signe suspect peut signifier qu'il vous reste cent vingt secondes à vivre... et quelles secondes !

Un bruit sourd sur la terrasse

Les signes suspects abondent. Quand, dans la nuit la plus dense, avec les précautions les plus minutieuses, la patrouille sort, il n'est pas rare qu'ils lancent une fusée blanche depuis la butte. Au col, dans la contre-pente, le long de la crête, toute la nuit, chaque nuit, des lampes se répondent. Ils sont partout, nombreux et introuvables. Au crépuscule ou à la fin du clair de lune, pour pouvoir décrocher dans les ténèbres, ils ont déjà harcelé le poste plusieurs fois, l'ont attaqué au point que les blindés ont dû monter le dégager, ont coiffé la corvée d'eau de la tour. Ce ne sont pas des légendes.

On acquiert à cette école des réflexes prodigieux, purement instinctifs, et une sorte de logique du danger. Trois copains mangent dans une pièce du poste. Il fait nuit noire, tout est clos. Un bruit sourd sur la terrasse, les trois copains se lèvent et sautent vers leurs armes par ordre d'*ancienneté au poste*. Quand le plus ancien revient, MAT au poing, le dernier venu — qui n'a pas tardé à réagir — finit d'enjamber son tabouret. Quelques fractions de seconde. Seul l'instinct pur peut vous faire comprendre et réagir aussi vite. Les trois copains, l'affaire terminée, confrontent leurs réactions ; c'est en revenant dans la première pièce avec leurs armes qu'ils ont pensé explicitement : « Ce bruit-là, c'est une grenade! » Le corps seul avait agi, bien avant de ▶





Entre deux opérations, corvée de lessive au poste. Grandeur et servitude du soldat. La partie de poker. L'enjeu : des cigarettes. Pour chercher à dissiper l'ennui... et l'angoisse.

savoir qu'ils nous tueraient avec cruauté et qu'ils s'acharneraient sur nos cadavres

savoir. Nous redevenions des bêtes de chasse.

Parallèlement, nous finissions par sentir, sans conseil, sans consignes ni théorie, ce qu'il fallait ne pas faire pour revenir vivant. Un flair. Souffler la bougie au premier doute, s'adosser à droite ou à gauche de la fenêtre pour lire ou écrire chez soi. Fuir le milieu de la pièce même pour taper la carte, etc. Les sorties sur le terrain sont une merveilleuse école de sensibilité, même sans qu'il arrive rien. On sent quelles précautions il faudra prendre pour que l'impunité continue. Avec l'impunité, cette sensibilité particulière peut se détraquer, disparaître ou s'exacerber jusqu'à la folie ou la frousse incurable comme une maladie honteuse.

Ils égorgent

La garde en petit poste était une rude épreuve pour l'équilibre nerveux. Au-dessus, le ciel, sombre ou étoilé, toujours traître ; autour, des pentes noyées dans la nuit et peuplées de frôlements, ou blanchies par la lune et agitées de soubresauts, mais toujours menaçantes comme des fusils braqués. Sous vos pieds ou dans votre dos, les copains, quatre ou cinq, dorment et vous sentez leur confiance s'ils ronflent, leur inquiétude si les lits de camp grincent. N'importe comment, vous avez leur vie dans les mains. Empoignez donc votre arme, même si elle est glacée, résistez au froid et prenez patience. C'est long, deux heures. Surtout quand on n'est qu'un champ de bataille entre la peur et le sommeil. Les paupières tombent et la nuque s'alourdit, puis le cœur se met à battre de la gorge aux tripes. Et ça continue. Et quatre heures après cette garde, il faudra en monter une autre ! Quand on rentre d'opération, trois nuits d'insomnie sous le crâne, il arrive que les murailles du poste créent une impression de sécurité relative. Alors, le copain baisse le nez sur le parapet. Rien qu'une minute... Et ça dure deux heures ! C'est très mal vu. Généralement, on double la garde de nuit. A voix basse, les copains épiloguent à perte de vue sur les dangers comparés de la sortie nocturne — où *ils* ne savent peut-être pas où on est — et de la nuit au poste, protégé mais repéré.

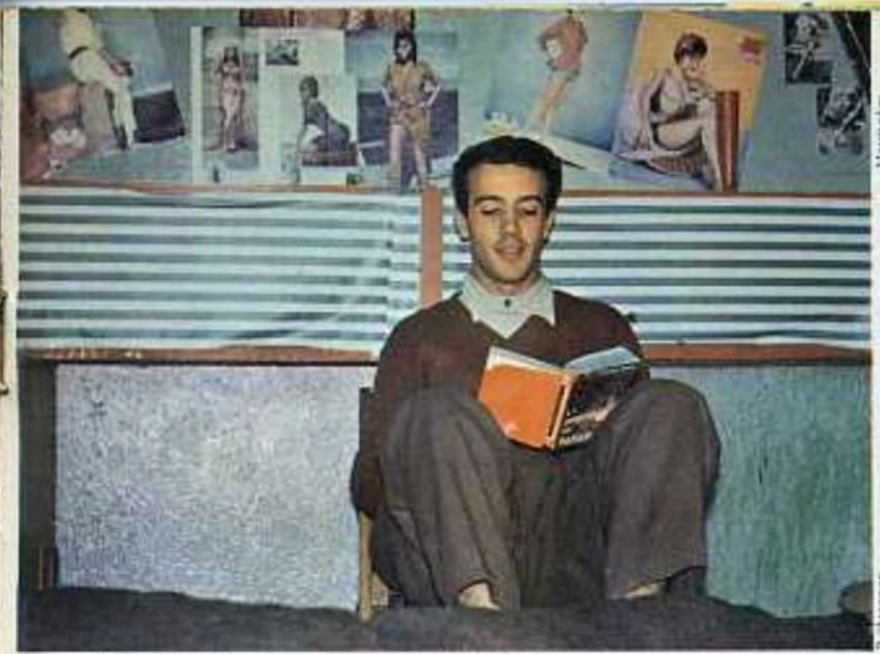
Ne vous plaignez pas. Vous n'avez pas encore eu à subir de souvenir personnel, ce qui est plutôt rare chez un ancien combattant. En voici un. Nous sommes six au poste, je suis à « vingt-cinq au jus » et je lis un livre de poche en attendant mon tour. Un choc sourd, énorme dans la chambrée des harkis, des cris d'effroi, un bruit de lutte sur les lits et toujours ces hurlements. Informulé : « Ils sont entrés par la trappe, ils les égorgent. C'est fini ! » J'ai empoigné ma MAT, j'ouvre la porte du pied et je prends mon souffle pour mourir. Vendre chèrement ma peau. C'est tout !

Haine contre haine

C'était une fausse alerte puisque je la raconte : un harki malade avait pris peur en entendant tomber la trappe et le passage à ce moment précis du chat du poste devant la fenêtre l'avait jeté dans une véritable crise nerveuse. Je sais ce qu'on éprouve juste avant. C'est très simple, très rapide. La mort sans fioritures, acceptée d'un coup, comme un médicament amer. Un élan irréfléchi, la loi de l'espèce, haine contre haine. Et c'est de cette haine que nous avions le



L'angoisse est toujours là, proche de l'hystérie. Elle ► lui colle à la peau, lui ronge les entrailles. Dans le train du retour, le soldat pense à l'attentat qui fera dérailler le convoi. Son imagination désaxée lui fait voir les corps broyés dans les wagons déchiquetés.





Émile Zola et les *pin-up*. Tout un univers. Le soldat lit en attendant de prendre la garde. Peut-être cherche-t-il à oublier les cris hideux des blessés du dernier accrochage...

plus peur — à froid, à chaud on ne pense plus. Savoir qu'ils nous tueraient avec cruauté et qu'ils s'acharneraient sur nos pauvres cadavres pour les mutiler. La plus inhumaine des angoisses, celle de la victime au pied de l'échafaud, celle de Villon : *Nous sommes mors, ame ne nous harie*. Il est terrible de savoir qu'on mourra sans avoir droit à la pitié des hommes. Cette peur nous est restée.

L'intrusion de la violence dans la vie la plus paisible, c'est ce que nous avons craint pendant des mois, imaginé sans cesse dans la plus délirante des gamberges, voire subi plusieurs fois. Ce genre d'obsession ne s'en va pas.

Le temps fou

L'ancien d'Algérie, dans un train, attend le déraillement qui transformera les dormeurs en loques sanglantes et, dans la rue, il pressent la bagarre inopinée, l'accident, les tôles broyées, les corps écrasés. Il sait tout ce qu'il y a de catastrophe latente dans une matinée calme. Mais nous gardons bien enfouies ces angoisses. Dans nos imaginations désaxées, l'appartement incendié, l'ascenseur fou, l'immeuble effondré, l'échafaudage abattu, tous ces désastres sont prêts, comme des films dans leur boîte, avec les cris d'horreur, la poussière, l'incohérence kaléidoscopique, les témoins hébétés, le temps fou comme un ressort détendu et cet éclairage blafard dont le drame écrase le décor. Souvent, il ne se passe rien... Souvent aussi nous rêvons — détails et sensations compris — que nous y sommes encore. L'érosion du temps use les souvenirs, ronge l'âpreté des faits, mais dans chaque cauchemar, l'angoisse sublimée est intacte, comme l'atmosphère.

Pourtant, cette nuit, il ne se passera presque rien et les gradés de quart écriront sur le cahier « R.A.S. » ou, ce qui revient au même : « Coups de lampe au col à 23 heures, rafale vers 1304 à 2 heures. » Et l'aube nous lavera comme une onde de nos angoisses au point de nous en faire douter. Demain, c'est dimanche, ce qui ne changera rien ni aux montagnes, ni au soleil, ni aux menaces, mais nous ne pourrons nous empêcher, le matin, de nous faire des illusions. Les gars chantent, se décrassent à la fontaine, lavent le treillis comme si ça allait faire jaillir la fête du désert et, le repas de midi fini, quand la musique arabe miaule dans le transistor de Bou Arfa, quand le Paris-Inter de Langlois nous amènera les clameurs de Colombes et les scores du rugby, nous nous retrouverons encore plus seuls, encore plus nus, encore plus captifs.

Il y a, paraît-il, un autre monde où des soldats gardent des voies ferrées. C'est donc qu'ils voient des trains, des nationales avec des camions et des bourricots dessus. En Algérie ? Mais alors pourquoi sommes-nous là? Quelle comédie jouons-nous ? Et pourquoi nous, pendant que d'autres... ?

Nous réagissons comme de grands infirmes qui admettent mal leur paralysie et la singularité de leur destin. Comme eux, nous sommes encombrés par un corps dont nous ne savons que faire. Un pur esprit ne s'ennuie pas, mais cette carcasse qui se fatigue, qu'il faut mouvoir, protéger, qui a ses angoisses, ses appétits — tous insatisfaits — fausse tout en tirant tout à elle. Même la mort est entièrement concrète. Le néant ? On a bien plus peur de se faire couper les c... ! Et on traîne cette enveloppe exigeante, inquiète.

Un jour, quand même, nous sommes revenus. Et nous avons appris que ça n'avait pas été si long, somme toute. Mais nous ne comptons plus jamais les jours en attendant les vacances. Une journée de vie libre est déjà en soi-même un tel miracle !... **H**

J.-P. BRÉSILLON



La quille : mot magique qui se traduit par des cris de joie, des paroles obscènes, des jeux puérils, des rêves fous. La volupté d'être libre, de revoir des filles, de rentrer chez soi. Finis le crapahutage et les nuits de garde, les copains qui ronflent et l'adjudant qui gueule. ▶



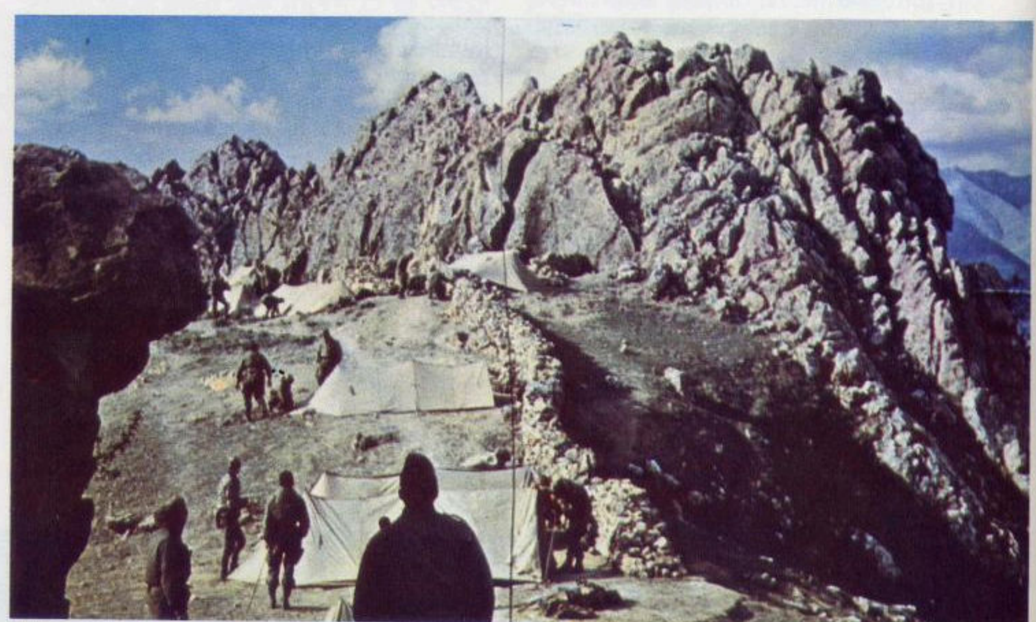
Paul Ribeaud

◄ Les hommes patrouillent inlassablement, de jour comme de nuit, dans les montagnes et dans les plaines. Les commandos de chasse faisaient parfois en une nuit près de 40 kilomètres.

L'organisation des ► commandos de chasse est calquée sur celle des paras. On réclame des hommes initiative, esprit d'équipe, réflexes rapides et résistance physique exceptionnelle.

QUAND LORRAINE MÈNE LA DANSE

Le général Challe institutionnalisera les commandos de chasse lorsqu'il remplacera Salan. Auparavant, leur organisation était laissée à l'initiative privée. Les hommes vivaient dans le djebel aux trousses des fells. ▼



Laporte

PENDANT des mois, j'avais pensé à ce commando. J'avais acquis la conviction que c'était la tactique qui permettrait de se venger des échecs lamentables de l'année précédente. Pendant des semaines, j'avais entraîné mes trois sections de vingt-cinq hommes chacune — vingt-cinq Européens, vingt-cinq Sénégalais et vingt-cinq harkis, ex-fellaghas, que j'avais recrutés un à un dans les prisons où ils attendaient d'être jugés et qui m'étaient devenus tout dévoués.

Nous avions appris à rouler dans la nuit tous feux éteints, pare-chocs contre pare-chocs, à escalader les parois les plus abruptes, à franchir 45 kilomètres à pied avec des sacs de 15 kilos par homme, contenant vivres pour cinq jours, grenades et munitions de réserve et matériel de remplacement — 25 kilos chacun pour les porteurs du C-9 — et à nous glisser sans nous faire repérer dans les montagnes où s'abritaient les rebelles.

A maintes reprises, nous avions réussi à signaler les rassemblements de l'adversaire, sans que le commandement, ne nous prenant pas au sérieux, tirât parti des renseignements que nous lui faisions parvenir.

Ce soir-là, très tard, malgré la fatigue des derniers jours, j'épanchais ma bile devant le capitaine Estève, le seul à avoir compris ce que je voulais faire.

— Mon capitaine, c'est à désespérer !

— Ce n'est pas le moment de lâcher. Quand le colonel aura reçu encore trois ou quatre renseignements comme ceux que vous avez réussi à lui fournir, il sera bien obligé de vous croire.

— Je voudrais qu'au moins une fois mes hommes eussent la satisfaction de constater que leurs efforts sont à l'origine de résultats tangibles.

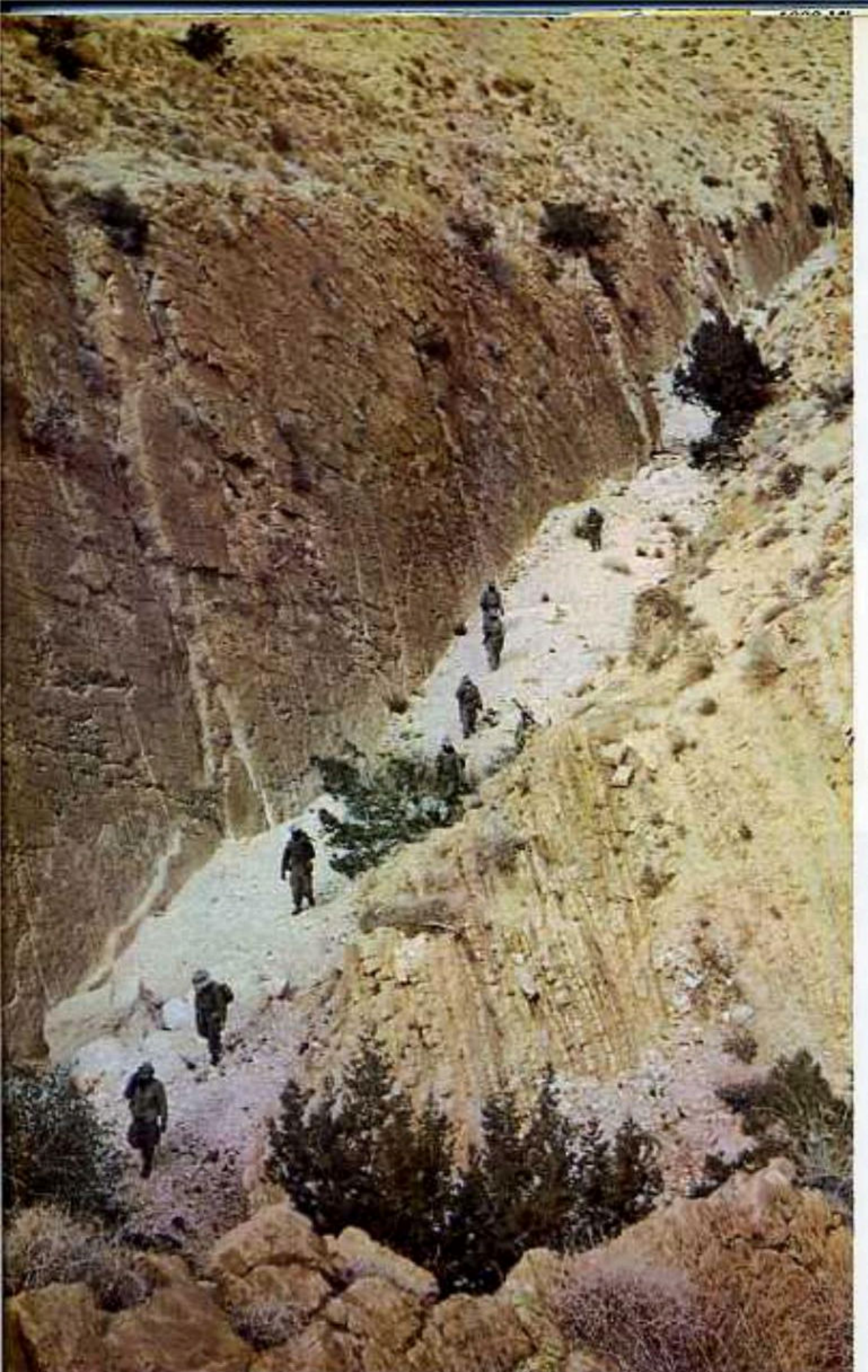
— Tentez une nouvelle fois votre chance dans le Tassina.

— Dans le Tassina, c'est cuit.

— Je ne suis pas d'accord, les fellaghas ne vous ont jamais repérés.

L'oued Tassina se trouve à la limite des trois secteurs d'El-Abiod, Aflou et Laghouat. Personne n'y va jamais, parce que c'est trop loin et surtout parce que les responsabilités des différents commandements y sont mal définies. Les fellaghas exploitent au maximum notre sacro-saint respect pour les limites administratives et militaires.

Le capitaine Estève a épluché les renseignements réunis dans chacun des quatre secteurs. Par synthèse et surtout par intuition, il a localisé pour nous les zones possibles de refuge. Nous retournons dans l'oued Tassina suivant un nouvel itinéraire : 35 kilomètres à franchir à pied en une nuit.



Bazarie

Nous arrivons à destination au petit matin sans trop de difficulté : nous sommes maintenant parfaitement habitués à marcher vite dans l'obscurité. J'installe mon P.C., avec une section, dans un oued encaissé de cinq mètres de large, dont le lit est tapissé de lauriers-roses touffus. Nous sommes camouflés de tous côtés et les hommes peuvent circuler en toute quiétude. Seul, le guetteur Ahmed, tassé à 150 mètres, dans un creux de l'arête rocheuse qui nous surplombe, est condamné à l'immobilité complète.

Les heures passent. Le deuxième jour à midi, le bruit de fond de mon poste est coupé : quelqu'un va parler. J'ai déjà le combiné à la main.

— Ici, Ahmed. Un fellouze arrive.

— A quelle distance ?

— Une demi-heure.

— Ne bouge pas, je te rejoins.

J'envoie la section tendre une embuscade et, avec mon poste, je rejoins Ahmed en rampant.

Avec mes jumelles marines à grossissement 7, le fellagha est pratiquement là. Il est en treillis, tête nue et porte un fusil à la bretelle. La courroie d'une grosse musette barre sa poitrine. En réalité, il est encore à plus de cent mètres.

Soudain, il s'arrête et saisit son fusil : il a dû voir bouger un de mes hommes. Il observe, réfléchit, puis change de direction et, nous tournant le dos, se dirige vers le nord.

Ma seconde section, Lorraine 2, installée à deux kilomètres dans cette direction, n'a aucune chance de le coincer : les itinéraires possibles sont trop nombreux. Je tape sur l'arme d'Ahmed.

— Tire !

Ahmed vise soigneusement le fellagha qui s'éloigne. Malgré la distance, il fait mouche à la première balle.

Avec un peu de chance, la détonation n'a pas porté trop loin et les rebelles ignorent encore notre présence.

— Lorraine 2 et 3, parlez.

— Lorraine 2 écoute... Lorraine 3 écoute.

— Avez-vous entendu un coup de feu ?

— Lorraine 2 négatif, Lorraine 3 négatif.

— Nous venons de tuer un fell, probablement agent de liaison. Votre mission est inchangée. Terminé. Lorraine 1, parlez.

— Lorraine 1 écoute.

— Envoyez une équipe faire disparaître le cadavre et récupérer tout ce qu'il a sur lui. Vos hommes devront tout exécuter en rampant. Inutile de se faire remarquer.

Pas une plainte

Il y avait dans la musette du mort une quinzaine de lettres personnelles, écrites à des familles de Géryville et des environs : nous avons interrompu la tournée du facteur. Les noms des expéditeurs figurent sur les enveloppes. J'envoie leur liste par radio au capitaine Estève. Il me répond aussitôt que, suivant les renseignements en sa possession, tous les gens énumérés font partie du « commando zonal ». Son effectif serait inférieur à une katiba mais, constitué d'éléments d'élite, il dispose d'un armement supérieur, en particulier quatre mitrailleuses MG et un fusil mitrailleur. Nous avons levé un beau lièvre.

Cette fois, je ne vais pas laisser le secteur de Laghouat gâcher mon travail. En m'infiltrant dans le Debissa, au cours de la nuit, je pourrai surprendre les rebelles à l'aube. Le secteur de Géryville est intéressé au premier chef.

— J'ai en ce moment un D.I.H. et des commandos marine qui sont bien plus près que les moyens de ton secteur pour intervenir. Les chasseurs mettent au maximum vingt minutes pour aller au Tassina. Même si tu es en dehors de mes limites administratives, tu peux compter sur moi en cas de pépin.

A 23 heures, Lorraine est rassemblé ▶

les hommes redoutent les combats de nuit, les mêlées confuses



au complet. J'explique ce que nous allons faire aux chefs de section et de groupe. Ils comprennent vite, et les hommes après eux, que tout repose sur une progression absolument silencieuse : si les fellaghas nous entendaient, ils pourraient s'échapper ou, pis encore, nous surprendre en pleine escalade. En démarrant à minuit, nous avons cinq heures pour faire trois kilomètres.

Nous avançons par petits bonds successifs sans faire le moindre bruit. A chaque arrêt, la section de tête reste aux aguets pendant cinq à dix minutes. Ahmed s'approche :

— Il ne faut pas aller là-bas.

— Il n'y a pas de lune, les fellaghas ne nous verront pas.

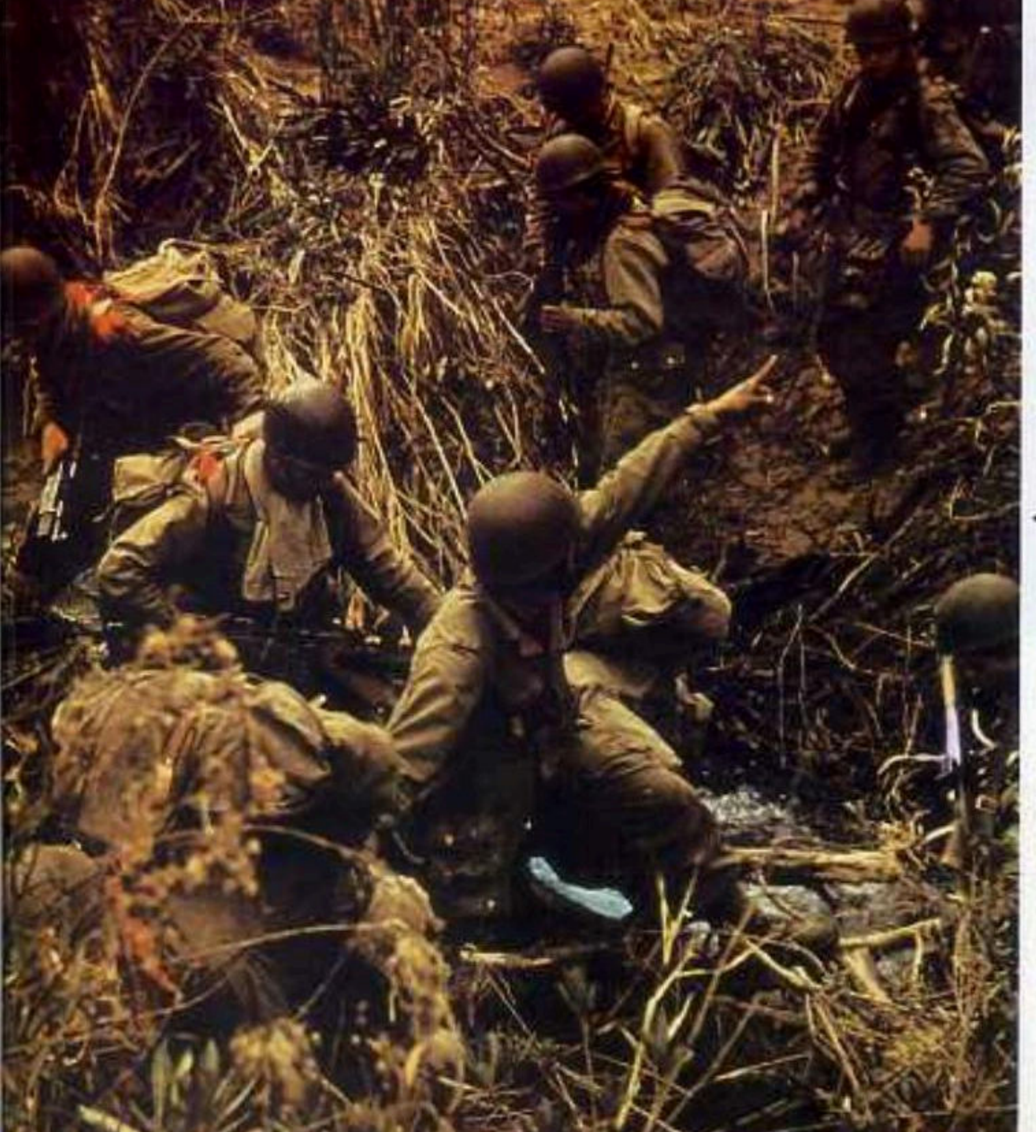
— Ils nous entendront sûrement : les tirailleurs et les Européens feront rouler des cailloux...

Ahmed a visiblement peur que nous ne nous fassions accrocher à mi-pente, juste avant d'atteindre le sommet. Comme tous mes hommes — et comme aussi les *djounoud* du commando zonal — il redoute le combat de nuit, la mêlée confuse, où l'on ne peut distinguer les amis des ennemis, les grenades que l'on ne voit pas rouler... Mais si nous nous arrêtons, la bande a des chances de s'en tirer indemne.

La pente ouest du djebel Debissa est coupée de falaises à pic, se succédant comme les marches d'un gigantesque escalier. Je perds beaucoup de temps à chercher des coulées, puis à y faire passer mes soixante-quinze hommes un à un, attachés à une corde, emmenés par le premier. Malgré nos précautions, des cailloux se détachent de la paroi. Dans le silence absolu de la nuit, le bruit qu'ils font paraît énorme. Chaque fois, le commando, souffle coupé, se fige. Je n'ai pas à donner d'ordres. Chacun, agissant d'instinct, repart après quelques secondes d'attente anxieuse. En queue de colonne, un Européen est touché à la tête par une pierre grosse comme le poing. Il n'a pas une plainte et ne dit rien à personne pour ne pas gêner la progression.

Une faible lueur

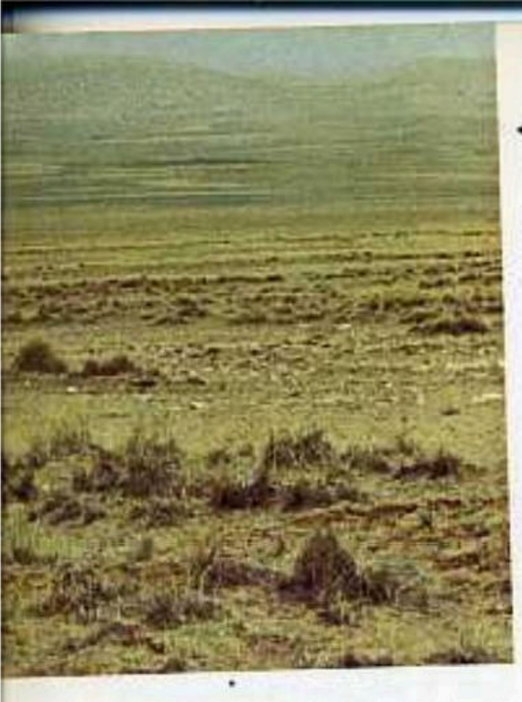
A 5 heures, nous arrivons sur la crête. Etroite et longue de deux kilomètres, elle est formée d'une succession de morceaux de falaise séparés par des brèches profondes. Une faible lueur annonce l'aube. Nous assistons à l'un de ces merveilleux levers de soleil sahariens où toutes les gammes de mauve et d'orange se succè-



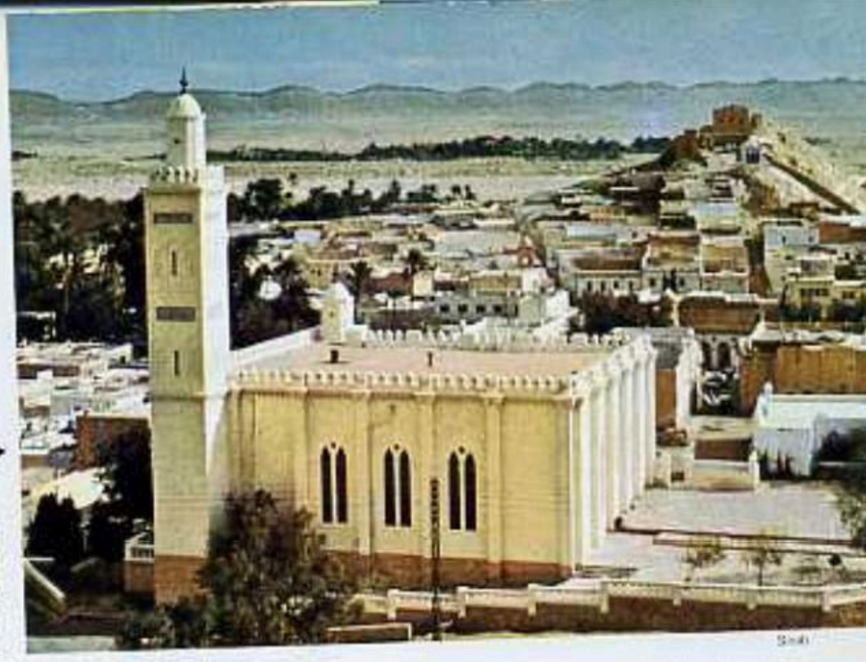
◀ Arme à la main, sac au dos, les commandos passent un torrent sur un gué de fortune fait de branches d'arbre : un obstacle parmi les autres.



En opération dans ▶ l'Atlas saharien. Le premier prisonnier amené au poste de commandement est longuement interrogé sur les implantations F.L.N.



◀ Il faut occuper le djebel nuit et jour. Il faut surprendre les fells, les traquer, les obliger à sortir en terrain découvert où ils seront anéantis.



La grande mosquée ▶ de Laghouat. Chef-lieu du territoire militaire de Ghardaïa, Laghouat est une étape sur la route du Hoggar et du Soudan.

dent sans altérer la pureté infinie de l'air. Le Sahara immense sort de l'ombre.

— Mon lieutenant, deux « fells » se barrent au bord de la crête.

Les guetteurs du « commando zonal » nous ont aperçus. Nous avançons aussi vite que le terrain le permet. Quand nous arrivons c'est pour voir les derniers rebelles disparaître vers le nord, là où les attend le colonel commandant le secteur de Géryville.

Le « commando zonal » sera surpris en terrain découvert et complètement anéanti par les marins. Nous n'aurons pas participé à la curée. Et pourtant, nous l'aurions bien mérité !

Le principal est que notre mission ait été couronnée de succès.

Sur la demande du secteur d'Aflou, nous opérons cette fois à proximité du poste de Taouïala.

Il nous est facile de nous introduire dans une zone que les rebelles considèrent comme leurs arrières. Le relief, moins accusé, annonce déjà les hauts plateaux. La végétation est un peu plus abondante et des terres cultivées apparaissent çà et là. Pour Lorraine, habitué aux massifs élevés et déchiquetés, le terrain est relativement facile, encore que coupé de nombreux oueds et ravins aux berges verticales, qui constituent autant de pièges la nuit. L'obstacle principal est la distance. Pour nous infiltrer sans donner l'éveil, nous quittons nos véhicules avant la traversée de l'Atlas. Il reste 45 kilomètres à faire à pied, ce qui est impossible en une nuit, bien entamée déjà par la durée du parcours en camion. Nous divisons le trajet en deux étapes.

Un gourbi en pierre avec un toit de tuiles

La première nuit, nous atteignons Kef-ez-Zeg, après avoir suivi les gorges d'Aïn-Taïba et contourné par l'est le djebel Kefia. La deuxième nuit, nous gagnons le djebel El-Harar, à 5 kilomètres à l'est de Taouïala, et nous nous installons à l'affût dans les gorges. La mécanique, maintenant bien huilée, fonctionne sans à-coups : installation des guetteurs avant le jour, observation permanente dans une immobilité totale, regroupement le soir sur un point fort. Nous sommes là depuis quarante-huit heures, réduits à l'état d'automates, lorsque, à 16 heures, la voix de Lorraine 2 secoue l'inertie générale.

— Sept fells franchissent la cote 1489 et se dirigent vers le djebel El-Harar.

Je consulte ma carte : s'ils ne changent pas de direction, ils passeront dans trois quarts d'heure à proximité du sommet du Harar, où est posté Lorraine 2, mais de quel côté ?

— Lorraine 2, gardez pour le moment votre position, mais tenez-vous prêts à foncer. Je demande la chasse à Aflou. Suivez ma conversation avec les T-6. Terminé.

Prévenu, Aflou m'informe qu'une patrouille de T-6 sera à la verticale du djebel à 16 h 45.

A l'heure dite, les chasseurs arrivent au moment où les fellaghas traversent à découvert sur la crête du Harar. Instantanément, les sept hommes se volatilisent, mais j'ai eu le temps de repérer leur cachette à la jumelle.

— T-6 de Lorraine. Parlez.

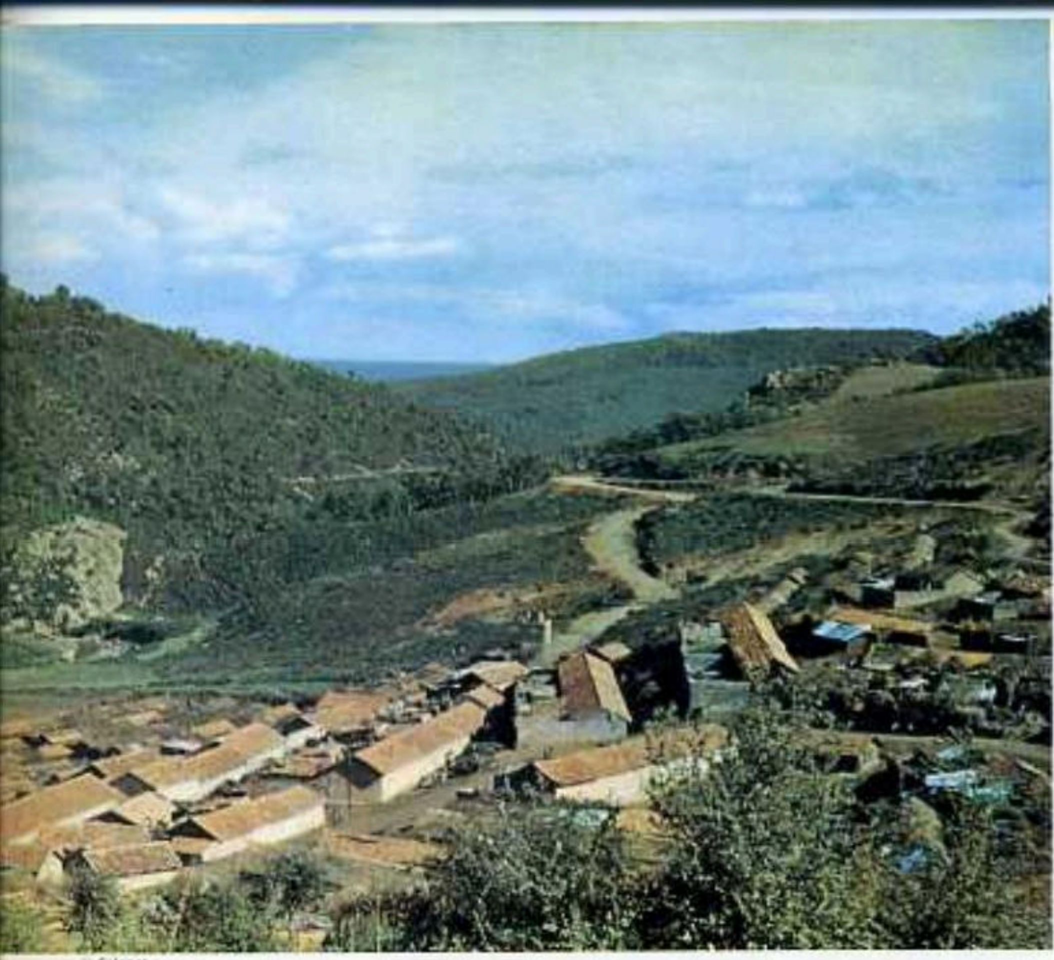
— Ici, T-6. Avez-vous une mission pour moi ?

— Affirmatif. Voici ma position : LT 821. A 850 mètres, dans la direction ▶





Dans les commandos ▶ serviront nombre de musulmans car, selon la théorie de Challe, « on ne fait bien la guerre qu'avec des autochtones ». L'armée française en compte 26 000 lorsqu'il prendra la succession de Salan. Il en réclamera 60 000. Challe dira : « Le meilleur chasseur de fellaghas est le F.S.N.A. (Français de souche nord-africaine). »



◀ Dans la région de Collo, regroupement de la population dans des centres ruraux qui peuvent être aisément contrôlés par l'armée. Les maquis seront coupés de leur source de ravitaillement...

les T-6 reprennent de l'altitude, piquent et lâchent leurs salves de roquettes

de mon panneau flèche, vous devez voir un gourbi en pierre, avec un toit de tuiles.

— Vu le gourbi.

— Sept fells sont cachés à l'intérieur. Je vous demande de les neutraliser pendant qu'un de mes éléments progressera vers l'objectif.

Les deux T-6 font un premier passage sur la crête, pour bien localiser leur cible, ils reprennent de l'altitude, piquent et lâchent leurs salves de roquettes, qui partent en sifflant. Elles éclatent autour de la maison et contre les murs. Certaines explosent à l'intérieur et font voler la toiture en morceaux.

— Lorraine à T-6. Objectif atteint. J'envoie maintenant ma section au résultat.

Lorraine 2 fonce sur le gourbi, tandis que les T-6 poursuivent leur ronde, prêts à intervenir.

J'apprends, avec stupéfaction, de ma section qu'elle a trouvé les fellaghas abrutis, hébétés par les explosions, mais indemnes, sans une égratignure !

Cette fois, ni montagnes, ni rochers, ni escarpements... Un sol inculte ressemblant à de la latérite. Dans le fond des oueds, des bosquets de lauriers, seule note gaie, au milieu d'un paysage sinistre...

Nous étions postés depuis deux jours de chaque côté de l'oued d'Aïn-Rhagtène, à mi-distance entre les postes de Taouïala et de Bouallam. Un prisonnier s'est fait fort de nous révéler les caches de ravitaillement du djebel Mimouna. Après les avoir détruites nous avons obtenu l'autorisation de tendre une embuscade de quatre jours dans la région.

Mon P.C. est dans les lauriers, le prisonnier, pieds et poings liés, est étendu à l'ombre. Il a l'air calme et docile, mais cela ne veut rien dire, l'expérience nous a appris que méfiance est mère de sûreté.

Il est 10 heures quand Lorraine 3 se manifeste.

— J'ai cravaté deux fellaghas qui ont déboulé au milieu de ma section sans que personne les ait vus venir.

— Conduisez-les ici, en suivant le fond de l'oued, mais je vous conseille, surtout, de réviser votre système de guet : il semble que vous ne soyez pas à l'abri d'autres surprises.

Je confronte les deux nouveaux venus avec notre prisonnier, celui-ci ne fait aucune difficulté pour les reconnaître : le plus petit est agent de liaison. Sidéré de s'entendre appeler par son nom, il parle : il a passé la nuit au P.C. de la nahia, organisation rebelle correspondant à une région, à 15 kilomètres environ au nord-ouest de Bouallam, dans la Garet El-Gachoua. Ce n'est pas la porte à côté. Le temps de faire venir nos camions de Tadjerouna, puis de nous rendre sur les lieux, la nuit sera tombée.

A la mitrailleuse

J'aurais aimé exploiter moi-même le renseignement ; mais rien ne dit que la bande sera encore là demain. Efficacité d'abord. Je préviens Géryville : « Un agent de liaison ennemi fait prisonnier à 12 h 30. Stop. Se déclare prêt à nous guider au P.C. de la nahia. Stop. Suis mal placé pour m'en occuper. Stop. Propose qu'un ventilateur [hélicoptère] enlève prisonnier et se fasse indiquer objectif pour intervention chasse. Stop et fin. »

Une heure plus tard, une *Alouette* se pose à mon P.C. et emmène l'agent de liaison, qui la guide sur le P.C. de la nahia. Les rebelles, surpris, tentent en vain de s'échapper. Les T-6 interviennent à la mitrailleuse et aux roquettes jusqu'à ce qu'un détachement de l'armée de terre arrive enfin pour trouver le P.C. entièrement anéanti, une quinzaine de morts et autant de blessés.

Le lendemain, mon colonel reçoit, par la voie officielle, les félicitations du général commandant l'aviation en Oranie.

Je ne suis pas fâché qu'il sache que certains apprécient comme il convient le travail de Lorraine. H

Christian GRÉGOIRE

Dans tout l'Atlas saharien évoluent des tribus nomades, tels les Ouled Naïl et les Larbaa aux goums réputés pour leur hardiesse. Leur mode de vie n'a guère changé depuis l'aube de l'Islam. Hommes fiers, indépendants, il n'y a pas de plus grande vertu, à leurs yeux, que la virilité caractérisée par la loyauté et le courage. ▶



HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Edmond Fréson*

Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Finsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS 14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311 Public Réf. 501
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-73 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-89-20.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires de France.
BELGIQUE : 185 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Île, 1070 BRUXELLES. CCP 416-59.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE (août-septembre 1958)

FRANCE

6 août : le référendum est fixé au 28 septembre.
14 : mort de Frédéric Joliot-Curie.
17 : manifestation pour l'indépendance à Dakar.
20-29 : tournée en Afrique du général de Gaulle pour préparer le référendum. A Conakry, discours sur la Communauté.
27 : le projet de Constitution devant le Conseil d'État.
3 septembre : adoption du projet de Constitution au conseil des ministres. De Gaulle le présente à la nation au cours d'une manifestation place de la République, le lendemain.
Le M.R.P., les partis socialiste et radical socialiste préconisent le « oui » au référendum ; l'U.D.S.R., la Ligue des droits de l'homme et le parti communiste font campagne pour le « non ».
14 : rencontre de Gaulle Adenauer à Colombey.
15 : attentat manqué du F.L.N. contre Soustelle.
20-21 : discours du général de Gaulle à Rennes, Strasbourg et Lille.
28 : le « oui » l'emporte au référendum par 79,25 % des suffrages en métropole, avec une majorité dépassant 90 % en Algérie et dans les territoires d'outre-mer. Seule, la Guinée a voté massivement « non ».
29 : la France retire son aide administrative et financière à la Guinée.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

6 août : renforts britanniques à Akaba.
13 : reconstitution de la Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels en Algérie.
21 : l'O.N.U. demande le retrait des troupes américaines et britanniques du Liban et de Jordanie.
30 : réunion à Tunis du secrétariat permanent du Maghreb uni.
3-5 septembre : congrès du « Sahara marocain » à Rabat. Revendications marocaines sur la Mauritanie.
19 : création au Caire du « gouvernement provisoire de la République algérienne ».
23 : l'Égypte obtient 100 millions de dollars de l'U.R.S.S. pour le financement du barrage d'Assouan.
28 : en Algérie, 96,5 % de « oui » au référendum.

AMÉRIQUE

4 : Jorge Alessandri élu président du Chili.
7 : le sous-marin américain « Nautilus » établit la liaison Pacifique-Atlantique sous les glaces du pôle.
17 : offensive de Fidel Castro à Cuba.

ASIE

27 : l'artillerie chinoise bombarde Quemoy ; les États-Unis envoient des renforts à Taï-Wan.
29 : inauguration des « Communes populaires » en Chine.

EUROPE

19 : Athènes rejette le plan Macmillan pour Chypre.
1er septembre : Boulganine exclu du praesidium du Comité central en U.R.S.S.
30 : l'U.R.S.S. reprend ses essais nucléaires.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



LE G.P.R.A. ET LA PAIX DES BRAVES

Sommaire

● Pour sortir de l'impasse
Le 13 Mai fait déjà partie de l'Histoire, les comités de salut public ont perdu une partie de leur autorité. De Gaulle propose au F.L.N. la « paix des braves » et, en certains milieux politiques, le rôle que pourraient jouer Farès et Jean Amrouche est souvent évoqué. Est-ce l'amorce d'un dialogue ?

● La naissance du G.P.R.A.
Donner au C.C.E. du F.L.N. une audience internationale était, depuis plusieurs mois, à l'ordre du jour des discussions des révolutionnaires algériens. Mais il fallait réaliser un « dosage » dans l'attribution des postes ministériels...

● Infiltrés dans le maquis
Les services de renseignements français avaient leurs informateurs dans les douars. Mais il leur est plus difficile d'infiltrer des agents dans les maquis de l'A.L.N. Pourtant, en wilaya 2, quelques-uns s'y maintiendront pendant plusieurs mois avant d'être dénoncés.

● Rafa, général français
L'uniforme français lui « colle » à la peau » depuis son engagement au 5e R.T.A. Après avoir combattu dans l'Aurès et les Nemencha, il prendra sa retraite... à Phalsbourg.

● Les diables rouges du 152e
« Nous nous battons toujours autour de nos véhicules hors d'usage, mais nos munitions s'épuisent. Sur le terrain, nous avons récupéré quatre fusils 303. Je décide le repli de la section derrière les roches... »

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 4e trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
N° 266 - 27 novembre 1972.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.

HIER MATIN
PLACE DE L'ÉTOILE
A PARIS



L'ECHO DE L'ORANIE — 20 francs — L'ECHO DU CHELIF

MARDI 16 SEPTEMBRE 1958

M. JACQUES SOUSTELLE ÉCHAPPE AUX TUEURS DU F.L.N.

DES TERRORISTES TIRENT SANS L'ATTEINDRE SUR LE MINISTRE A COUPS DE REVOLVER ET DE MITRAILLETTE

Deux des agresseurs sont arrêtés

On déplore 1 mort et 3 blessés dans la foule au cours de la fusillade



SUITE PAGE 2

VIVE ÉMOTION A PARIS

ATTENTAT AU PLASTIC A LA PRÉFECTURE DE MARSEILLE

TROIS BLESSÉS

SUITE PAGE 2

SUITE PAGE 2

M. Jacques Soustelle après l'attentat :
« Je poursuivrai jusqu'au bout mon action pour l'Algérie »

Aujourd'hui à Manhattan

Ouverture de la 13e session de l'O.N.U.

Les questions d'Extrême-Orient domineront les débats

PREMIER ENSEIGNEMENT DE TROIS CONGRÈS

LES PARTISANS DU « OUI » DIVISÉS SUR L'ALGÉRIE

LE GÉNÉRAL DE GAULLE DEVRA RENDRE SON ARBITRAGE APRÈS LE RÉFÉRENDUM

M. DEPREUX fonde le parti socialiste autonome

Le comité directeur du P.R.A. décide : LIBERTÉ AUX SECTIONS TERRITORIALES POUR LE RÉFÉRENDUM

Résultat de l'entrevue de Colombey :

ENTENTE CORDIALE FRANCO-ALLEMANDE

au sein d'une communauté européenne élargie

SUITE PAGE 2

UNE DISTRIBUTION INTERNATIONALE



Nouveau parachutage de vivres au-dessus de la petite Quemoy

LE CAPITAINE A DE JOLIS MOUSSES !

Deux catastrophes ferroviaires au cours des dernières 24 h.

- Près de Bona, un chemin de fer à crémaillère déraille : 18 morts, 70 blessés
- Dans le New-Jersey, un train tombe dans une rivière : 15 morts

JEAN SEBERG-MOREUIL A PARIS

Les pouvoirs du ministre de l'Intérieur vont être étendus

pour lutter contre le terrorisme

Le gouvernement américain accuse l'URSS de retarder la convocation d'une conférence au sommet

Grenade contre un bar du P.C. à Marseille

Note tchécoslovaque aux Etats-Unis

Un train tombe dans la rivière dans le New-Jersey

Le gouvernement provisoire de la République algérienne a donné l'ordre aux dirigeants de la Fédération de France de se livrer à des actes de terrorisme sur l'ensemble du territoire métropolitain. Son intention est de dresser l'opinion contre le nouveau gouvernement français du président de Gaulle. A la veille du référendum, Jacques Soustelle échappe à un attentat